

RÉVOLUTION PERMANENTE

SUCCÈS DU 2e CONGRÈS MONDIAL DE LA LIS



RÉVOLUTION PERMANENTE

Directeur: Alejandro Bodart

Comité éditorial: Imran Kamyana - Ezra Otieno
Oleg Vernyk - Sergio García - Douglas Diniz
Rubén Tzanoff - Verónica O'Kelly - Joaquín Araneda

Édition: Pablo Vasco - Martín Carcione
Design et mise en page: Tamara Migelson

Vous nous trouvez ici
www.lis-isl.org
Mail: ligainternacionalsocialista@gmail.com
f Liga Internacional Socialista
@ligainternacionalsocialista
Liga Internacional Socialista @isl_lis
Liga Internacional Socialista (LIS)

Les articles et les interviews signés n'expriment pas forcément les positions de la LIS mais plutôt celles de leurs auteurs.




la montaña
EDICIONES SOCIALISTAS
Perú 439 1°
Buenos Aires

3 Une construction révolutionnaire qui avance

33 Forte participation africaine au 2ème Congrès de la LIS

7 Contribution au débat sur la situation mondiale. Vers plus de crises, de guerres, de révolutions

34 Résolution sur l'Afrique

19 Aspects clés de l'analyse et de la politique marxistes face à l'agression impérialiste de la Russie contre l'Ukraine et face à la politique impérialiste de l'OTAN

35 Le nouveau gouvernement d'Israël, une révélation pour toute la région
Plus que jamais, défendons la cause de la Palestine

21 Résolution sur les militants syndicaux biélorusses emprisonnés

39 Résolution sur le Nicaragua

24 Économie mondiale : sous le signe de l'incertitude et de la fragilité

40 Résolution sur le Venezuela

27 Résolution sur le mouvement socio-environnemental: politique et orientation

41 Vie du mouvement
• Brésil, L'unification au service de la construction du parti révolutionnaire
• En Colombie, Impulsion socialiste et le Groupe des travailleurs socialistes vont vers l'unification

29 Résolution sur l'actualité des luttes de genre et la politique révolutionnaire



Une construction révolutionnaire QUI AVANCE



PAR PABLO VASCO

Entre le 10 et le 14 mars, le deuxième congrès de la Ligue internationale socialiste s'est tenu à Barcelone. Comme des délégué.e.s ou invité.e.s, des camarades de partis et de groupes révolutionnaires de tous les continents ont participé. L'événement a été un grand succès, il a abordé d'importants débats politiques, a adopté des résolutions et des campagnes, a esquissé de nouveaux défis et a constaté les progrès d'un modèle différent et surperformant de construction révolutionnaire.

Ce deuxième congrès de la LIS s'est tenu dans le même lieu que celui où elle a été fondée il y a près de quatre ans : une auberge publique de la jeunesse catalane très agréable et confortable. Le premier congrès de notre Ligue s'est quant à lui tenu à Buenos Aires à la fin de l'année 2021. Mais à peine deux mois plus tard, en février 2022, un événement de portée mondiale s'est produit : l'invasion russe de l'Ukraine et le déclenchement de la guerre qui s'en est suivi, qui a ouvert de vifs débats chez l'ensemble de la gauche. Cette circonstance, ajoutée à d'autres changements politiques dans la réalité internationale et à la croissance de la LIS elle-même, méritait la convocation de ce deuxième congrès.

Le congrès a bénéficié de la collaboration organisationnelle du militantisme de SOL, la section de la LIS en Espagne. Dans les jours qui ont précédé le congrès, des représentants

des différents partis et groupes sont arrivés à Barcelone depuis leur pays d'origine en tant que délégués invités ou observateurs. Mais les restrictions politiques se font sentir : alors que les camarades ukrainiens et russes ne peuvent quitter leur pays en raison des conditions de la guerre, certains délégués du Liban, du Kenya et du Pakistan se voient refuser des visas d'entrée par le gouvernement espagnol et ont dû participer virtuellement au congrès.

CINQ CONTINENTS, DES COURANTS D'ORIGINES DIVERSES

Il n'est pas fréquent qu'un événement de la gauche révolutionnaire exprime un tel niveau de représentativité internationale comme l'a fait ce congrès de la LIS. Bien que dans ce monde globalisé, une profusion d'informations circule sur tous les pays et leurs courants politiques, rien ne remplace l'échange direct d'expériences d'intervention dans les luttes sociales et la construction de partis. Pour ne citer qu'un exemple, lors du congrès, un ouvrier ukrainien, militant syndical et de la Ligue socialiste ukrainienne, aujourd'hui également combattant dans la guerre, est intervenu depuis le front non seulement contre l'invasion russe et le rôle de l'OTAN, mais aussi, en tant que natif du Tadjikistan, a contribué au débat sur la situation en Asie centrale.



Du Nord impérial au Cône Sud de l'Amérique, du Vieux Continent à l'Europe de l'Est, de l'Afrique noire et arabe à l'Océanie, en passant par le Moyen-Orient et l'Asie, le congrès a exprimé un arc d'organisations révolutionnaires qui militent dans 25 pays sur les cinq continents (*voir encadré*). Ainsi, le congrès a fonctionné quotidiennement en espagnol, anglais, ukrainien, arabe et portugais, tandis que le français, le swahili, le biélorusse, le russe et le catalan pouvaient également être entendus.

Parmi les invités on a eu des représentants d'organisations de France, d'Australie, du Mexique, de Tanzanie et un camarade catalan, coordinateur syndical du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine. Avec des inégalités

notoires selon les régions et les pays, cette ampleur a enrichi qualitativement les travaux du congrès. En même temps, c'est aussi le résultat d'un projet de construction innovant qui différencie la LIS des autres espaces internationaux.

LA LIS : UN MODÈLE DE CONSTRUCTION DIFFÉRENT

Pour construire une organisation révolutionnaire internationale forte, les succès politiques loin du sectarisme et de l'opportunisme sont une condition nécessaire mais non suffisante : ils doivent s'accompagner d'une méthodologie démocratique de respect mutuel qui permet d'unir les forces et non de les diviser. C'est avec cette conviction que la LIS regroupe une diversité de courants révolutionnaires. Du côté trotskiste, elle est composée d'organisations issues de différents courants. De son côté, le militantisme en Europe de l'Est provient du syndicalisme indépendant en voie de l'action politique. Et dans des cas comme le Liban ou le Kenya, il s'agit de ruptures de gauche des jeunesses communistes.

L'expérience de tout le trotskisme d'après-guerre démontre amplement que les courants qui prétendent se construire autour d'une pensée unique ont des limites insurmontables. Aucun secteur n'a mené des révolutions ou construit des partis révolutionnaires ayant une influence de masse suffisante pour que sa « recette » soit montrée comme infaillible. En revanche, sur des bases politiques et programmatiques de principe, la diversité géographique et



d'origines qui caractérisent la LIS et sa méthode démocratique de débat des dissidences favorisent l'élaboration et l'intervention collectives et cherchent à rassembler le meilleur de chaque tradition pour construire une synthèse nouvelle et surperformante.

Un autre élément positif de ce deuxième congrès de la LIS, contrairement à la tendance à la division qui est malheureusement si fréquente dans la gauche trotskiste mondiale, sont les processus de fusion entre organisations révolutionnaires : un qui a déjà eu lieu au Brésil, entre Lutte socialiste et Alternative socialiste, qui viennent de former Révolution socialiste, et un autre en Colombie, entre Impulsion socialiste et le Groupe des travailleurs socialistes.

UN AGENDA COMPLET

Après les mots de bienvenue et d'ouverture, la présidence du congrès a été constituée par les camarades Alejandro Bodart du MST de l'Argentine et Imran Kamyana de La Lutte de Pakistan, coordinateurs de la LIS ; Ezra Otieno, dirigeant de la RSL du Kenya, et Chaia Ahmed Baba, référente de la jeunesse sahraouie. Au cours des deux premiers jours, le débat s'est développé autour de trois points clés : la situation politique internationale, la crise de l'économie mondiale - qui inclut le caractère et le rôle mondial de la Chine - et la guerre en Ukraine et la situation en Russie, en Biélorussie et en Europe de l'Est en général.

Il y a eu des coïncidences sur les caractéristiques marquées de la période actuelle : la crise capitaliste systémique ; la polarisation sociale et politique mondiale, avec un développement inégal entre ces deux niveaux ; l'aiguïssement du conflit inter-impérialiste et la perspective de nouvelles rébellions, de crises politiques et de conflits armés régionaux, avec la montée ouvrière et populaire comme facteur le plus dynamique. En même temps, la conjonction de ces éléments favorise les changements politiques dans la conscience, en particulier parmi l'avant-garde jeune des travailleurs et des étudiants, qui, étant plus ouverts aux idées révolutionnaires, offrent de meilleures opportunités pour notre construction.

Le congrès a ensuite analysé la crise économique capitaliste, avec la baisse du taux de profit comme moteur et la possibilité d'une stagflation, ce qui accentuera la lutte des classes. On a également ratifiée la politique à

Organisations participantes

AFRIQUE

- Kenya (Ligue socialiste révolutionnaire)
- Sahara occidental (LIS)
- Tanzanie (Empreinte africaine invitée)

AMÉRIQUE

- Argentine (MST dans le FIT Unité, FTS invité)
- Brésil (Révolution socialiste)
- Chili (Mouvement anticapitaliste)
- Colombie (Impulsion socialiste et Groupe de travailleurs socialistes)
- Costa Rica (Parti révolutionnaire des travailleurs.euses)
- États-Unis (LIS, Tempest Collective invité)
- Mexique (Groupe socialiste ouvrier invité)
- Nicaragua (Alternative anticapitaliste)
- Paraguay (Alternative socialiste)
- Pérou (Alternative socialiste, Mouvement anticapitaliste et invités)
- Salvador (LIS)
- Uruguay (Cap socialiste)
- Venezuela (Marée socialiste)

ASIE ET MOYEN-ORIENT

- Liban (Mouvement des jeunes pour le changement)
- Pakistan (La lutte)
- Turquie (LIS dans le Parti des travailleurs turcs)

EUROPE

- Biélorussie (SMOT et dirigeants des Syndicats indépendants)
- État espagnol (Socialisme et liberté)
- France (LIS, NPA-L'Étincelle invité)
- Grande-Bretagne (LIS)
- Ukraine (Ligue socialiste ukrainienne)

OCÉANIE

- Australie (Alternative socialiste invitée)

l'égard de la guerre en Ukraine, un événement qui a ouvert de vifs débats dans toute la gauche mondiale : la LIS combine le soutien à la résistance ukrainienne avec la critique du gouvernement capitaliste de Zelensky et la demande de retrait des troupes russes avec la dénonciation du rôle impérialiste de l'OTAN.

Les 12 et 13, le congrès s'est penché sur la situation actuelle dans d'autres continents :

- L'Europe occidentale, avec les grèves et mobilisations massives en France et en Grande-Bretagne, puissances impérialistes dont le mouvement ouvrier a un poids social important et sa dynamique de montée peut s'étendre à d'autres pays.
- Les États-Unis, où les revendications salariales resurgissent, et l'Amérique latine, avec la rébellion populaire au Pérou, des gouvernements autoritaires en Amérique centrale, les nouveaux gouvernements « roses » de Lula et Petro, et les défis d'une année électorale en Argentine.
- L'Afrique, avec sa pauvreté et sa dépendance néocoloniale, des gouvernements bourgeois au service des puissances, la lutte du peuple sahraoui contre l'oppression marocaine et des bonnes opportunités d'étendre la présence du LIS.
- Le Moyen-Orient, avec l'offensive ultra-sioniste et le début de la troisième Intifada palestinienne, la rébellion iranienne, la crise libanaise, les grèves ouvrières en Égypte et les élections turques dans un contexte de montée du mécontentement anti-gouvernemental après le tremblement de terre.
- L'Asie a également fait l'objet d'une discussion, avec des situations de grande inégalité sociale et des gouvernements réactionnaires ou des dictatures dans des pays comme le Pakistan, l'Inde et l'Afghanistan, et des nationalités opprimées comme celles du Cachemire et du Baloutchistan.

Le dernier jour correspondait au point socio-environnemental, un problème d'une importance croissante que la LIS et ses sections

nationales dans plusieurs pays abordent dans le cadre du militantisme anticapitaliste et socialiste, en particulier parmi les jeunes. Tout au long de l'ordre du jour, il y a eu de nombreux rapports et interventions de protagonistes directs des événements, ainsi que des contributions intéressantes de camarades d'autres pays.

DES RÉSOLUTIONS ET DES TÂCHES POUR AVANCER

Corollaire du succès du congrès, l'après-midi du mardi 14, les documents politiques présentés ont été votés, améliorés avec les clarifications et ajouts issus du débat, ainsi que plusieurs résolutions spécifiques sur des événements et campagnes internationaux. Ainsi, les textes sur la situation mondiale, l'économie, la guerre en Ukraine, l'environnement, le genre, l'Amérique latine, l'Europe, l'Afrique, la Palestine, le Nicaragua, la Biélorussie et le Venezuela ont été approuvés.

Après le rapport sur le bilan et l'orientation, un nouveau Comité exécutif international a été élu, dont la composition reflète la croissance de l'organisation, ainsi qu'une commission de genre. Il a également été décidé de promouvoir la publication trimestrielle de notre magazine international et d'organiser trois événements virtuels intéressants sur des thèmes en débat : l'économie et la Chine, la question socio-environnementale et Cuba, le Venezuela et le Nicaragua.

Avec la joie et la certitude politique d'avoir fait un pas en avant, le deuxième congrès de la LIS s'est clôturé comme il sied à une organisation socialiste révolutionnaire et internationale : les poings levés, en chantant les couplets de *L'Internationale*.. 🇺🇸





CONTRIBUTION AU DÉBAT SUR LA SITUATION MONDIALE

Vers plus de crises, de guerres, DE RÉVOLUTIONS

Ce document d'analyse sur la situation mondiale et la politique que les révolutionnaires devons déployer, préparé par notre camarade Alejandro Bodart, a été débattu, enrichi et approuvé à l'unanimité lors du 2e Congrès mondial de la LIS.

L'ordre mondial issu de la coexistence pacifique entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne s'est effondré il y a plus de 30 ans. L'impérialisme américain, vainqueur apparent de cette « guerre froide », a cru qu'il parviendrait rapidement à construire un nouvel ordre derrière son hégémonie absolue. Mais la réalité s'est avérée bien plus complexe. Sans son partenaire contre-révolutionnaire, en quelques années, la mondialisation et le néolibéralisme qu'ils avaient réussi à imposer ont commencé à s'effondrer et le chaos s'est installé.

Nous assistons à un monde en plein bouleversement. Un monde de plus en plus polarisé, qui se dirige vers des crises de plus en

plus graves ; des guerres et des conflits entre les anciennes puissances décadentes et les nouvelles qui se préparent à prendre leur place ; des luttes, des rébellions et des révolutions dans un nombre croissant de régions du monde.

Ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme ils le faisaient auparavant, mais ceux d'en bas se battent les bras liés parce qu'ils n'ont pas des directions à l' hauteur des événements. Cela a empêché une définition concluante entre les deux classes sociales qui se battent pour le pouvoir depuis plus d'un siècle, l'une consciemment et l'autre inconsciemment, sans direction qui l'emmènerait à la victoire.

Aujourd'hui plus que jamais, l'alternative pour l'humanité est Socialisme ou Barbarie. Ce texte, comme toute notre activité, est au service de continuer à avancer dans la construction du seul outil qui peut fournir à notre classe, la classe ouvrière, la conscience nécessaire pour affronter la lutte finale pour une autre société où nous pouvons vivre en harmonie entre les gens et avec la nature : un parti et une internationale socialistes révolutionnaires.

I. LE CAPITALISME DANS SA CRISE LA PLUS PROFONDE

Le capitalisme traverse la pire crise de son histoire, une crise systémique supérieure à toutes les précédentes. Les crises économique, politique, écologique, sanitaire, idéologique et d'hégémonie mondiale se combinent et se rétroalimentent en une crise civilisationnelle sans issue possible dans les marges du capitalisme.

La crise économique mondiale qui a éclaté en 2008 est la plus importante depuis la Grande Dépression des années 1930. L'économie mondiale ne s'en était pas encore remise lorsque la pandémie de Covid-19 l'a paralysée et a aggravé sa crise, qui a ensuite fait un nouveau bond avec la guerre en Ukraine. Aucune reprise n'est en vue ; le FMI, l'OMC et l'OCDE estiment tous qu'une nouvelle récession mondiale, ou quelque chose de très proche, est probable en 2023. Comme la racine de



la crise réside dans la baisse tendancielle du taux de profit, le capitalisme n'a d'autre issue que d'accroître l'exploitation.

La pression impérieuse pour tenter de restaurer la rentabilité conduit les gouvernements tant traditionnels comme d'extrême droite et réformistes à mettre en œuvre des ajustements contre les peuples travailleurs, précipitant ainsi des rébellions, des révolutions, des crises politiques des régimes dans toutes les régions du monde. L'incapacité des gouvernements capitalistes de toutes couleurs à résoudre les problèmes des masses conduit à une polarisation croissante et à des rébellions récurrentes qui empêchent les régimes de construire une quelconque stabilité et perpétuent la crise politique. Celle-ci est à son tour alimentée par la crise idéologique qui ne cesse de croître depuis l'effondrement du Consensus de Washington avec la crise de 2008 et la remise en question du capitalisme à une échelle de masse.

Le fait que la crise de 2008 ait eu son épicerie aux États-Unis, ainsi que leur affaiblissement militaire et géopolitique depuis leur défaite en Irak et en Afghanistan, et la croissance économique et géopolitique de la Chine, génèrent une crise d'hégémonie mondiale. Celle-ci s'approfondit avec une dispute inter-impérialiste croissante pour une masse de profits en diminution, intensifiant les frictions inter-impérialistes et remettant sur la table la possibilité d'une guerre mondiale nucléaire.

Le désespoir de retrouver la rentabilité continue également à aggraver la crise écologique catastrophique. Malgré les rapports annuels des conférences de l'ONU sur le changement climatique eux-mêmes, qui présentent un tableau de plus en plus alarmant de la probabilité de franchir un point de non-retour dans le réchauffement climatique qui menace la survie de l'espèce humaine ; malgré les catastrophes écologiques qui se multiplient dans le monde avec des incendies, des sécheresses, des inondations et d'autres événements climatiques extrêmes ; le capitalisme maintient des modes de production polluants, destructeurs et émetteurs de gaz à effet de serre bien au-delà de tout plan qui pourrait inverser la dynamique destructrice. Et il est incapable de faire autrement.

La pandémie de Covid19 a ajouté une autre dimension à la crise systémique du capitalisme. D'une part, elle a révélé que son mode productif génère des épidémies et des pandémies mortelles. D'autre part, elle a démontré par d'innombrables millions de morts l'incapacité absolue du capitalisme à faire face à ces pandémies. La crise sanitaire n'a pas pris fin avec le contrôle relatif du Covid19, dont les causes sont toujours intactes, et constitue un aspect permanent de la crise du système capitaliste.

Toutes les dimensions de la crise systémique actuelle montrent sans aucun doute l'épuisement du capitalisme, qui n'est plus capable de développer les forces productives ni d'être le moteur d'un quelconque progrès pour l'humanité. Au contraire, il perpétue une destruction sans précédent de la nature et de l'humanité, les deux principales sources de richesses. Il le fait en détruisant l'environnement au point de mettre en péril sa capacité à soutenir la vie humaine ; il le fait en générant des pandémies qu'elle est incapable de contrôler ; il le fait en approfondissant sa dispute pour le profit qui fait resurgir la possibilité de guerres mondiales et d'holocaustes nucléaires ; il le fait en nous conduisant vers le précipice de la barbarie et de l'extinction. En même temps, il est incapable d'arrêter ou d'inverser cette dynamique destructrice ; il ne peut agir contre l'impératif de retrouver la rentabilité avant tout.

Ceux qui prédisaient qu'avec la chute de l'URSS,

le capitalisme atteindrait une nouvelle étape d'expansion et de développement ont été démentis par la dure réalité. Le capitalisme n'a rien d'autre que la misère et la destruction à offrir à l'humanité. Tout réformisme est utopique, tout possibilisme est une illusion.

Tous les projets qui ont proposé de radicaliser la démocratie, de freiner le néolibéralisme, de redistribuer les richesses ou d'améliorer de quelque manière que ce soit les conditions des masses sans détruire le capitalisme se sont soldés par un échec cuisant. Tous les gouvernements autoproclamés progressistes ou nationalistes ont fini par appliquer les mêmes recettes d'ajustement que les gouvernements néolibéraux. Les projets de gauche large comme Syriza ou Podemos, ou les figures radicales comme Boric et Pedro Castillo, sont devenus également des administrateurs de l'ajustement lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir.

Non seulement il est impossible de mettre en œuvre des changements majeurs en faveur des majorités au sein du capitalisme : même les mesures les plus modérées ne sont pas tolérées par un système qui coule s'il n'approfondit pas l'exploitation par l'ajustement et la répression. Il n'y a pas de marge pour une quelconque orientation keynésienne, comme certains l'ont analysé pendant la pandémie, ou pour des concessions réformistes.

Pour la même raison, les projets de droite et d'extrême droite qui arrivent au pouvoir échouent et tombent également. Parce qu'ils ne peuvent pas non plus être à la hauteur des attentes qu'ils génèrent en matière de changement et de solutions.

Aujourd'hui, aucune solution partielle ou de fond aux problèmes auxquels sont confrontées les majorités n'est possible sans la défaite de la classe bourgeoise et de ses États. Il faut détruire le capitalisme et prendre le pouvoir afin de construire une société socialiste dans laquelle les masses travailleuses déterminent démocratiquement leur destin.

II. DES FRICTIONS CROISSANTES ENTRE LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

L'affaiblissement relatif de la principale puissance mondiale, les États-Unis, la croissance de la Chine en tant que puissance économique et militaire, et l'intensification de la lutte mondiale pour la plus-value depuis la crise de 2008, ont renforcé une dynamique de frictions et de conflits inter-impérialistes croissants.

La chute de l'URSS signifiait pour l'impérialisme américain la possibilité de devenir la seule superpuissance du monde. Cependant, elle l'a également laissé seul dans la position d'absorber les effets de la

lutte de classe mondiale, ce qui lui a conduit à une attrition rapide. L'impasse dans laquelle se trouvent les forces américaines en Irak et en Afghanistan depuis les années 2000, et leur défaite ultérieure, l'ont considérablement affaibli à l'échelle mondiale. Des puissances sous-impérialistes ont obtenu une plus grande marge de manœuvre pour opérer au niveau régional et la Chine a commencé à émerger comme un concurrent mondial.

Les États-Unis sont restés, et restent aujourd'hui, clairement la principale puissance impérialiste dans le monde. Mais l'empressement des autres à occuper les espaces créés par leur affaiblissement relatif et la détermination des États-Unis à préserver et à reconquérir leur hégémonie provoquent une friction inter-impérialiste croissante.

La guerre en Ukraine est l'exemple le plus récent et le plus aigu de cette dynamique. La Russie, principale puissance de la région d'Europe de l'Est, cherche à regagner le terrain perdu après la dissolution de l'URSS, tandis que les États-Unis et l'OTAN cherchent à conserver le terrain gagné et à étendre leur propre sphère d'influence. Cette tension a généré une situation particulière dans la région après la décision de Poutine d'envahir l'Ukraine, qui a suscité à son tour la résistance du peuple ukrainien. L'OTAN fournit une assistance militaire au gouvernement de Zelensky, mais évite toute implication directe. Tant le danger de la situation, qui menace de dégénérer en un conflit majeur entre puissances nucléaires, que la détermination de la Russie et de l'OTAN à éviter de franchir certaines lignes rouges qui entraîneraient une escalade du conflit d'une manière qui, du moins pour l'instant, ne serait pas dans leur intérêt, sont évidents.

À l'échelle mondiale, cependant, le conflit le plus important est celui entre les États-Unis et la Chine. Le géant asiatique rivalise déjà avec les États-Unis sur le plan économique. La Chine a depuis longtemps dépassé les États-Unis en tant que principal partenaire commercial de l'Union européenne, de l'Afrique, de l'Amérique du Sud. Ces dernières années, elle a même commencé à se disputer le leadership dans les secteurs de production les plus avancés sur le plan technologique, ce qui a donné lieu à la « guerre tarifaire » entre les deux pays.

La Chine poursuit également une stratégie visant à devenir une puissance mondiale. Le projet de la Nouvelle route de la soie implique des investissements colossaux dans les infrastructures de dizaines de pays, des accords de libre-échange, des prêts millionnaires assortis d'accords qui cèdent à la Chine des ports et d'autres facteurs de souveraineté, ainsi que l'établissement des premières bases militaires chinoises à l'étranger.

D'autre part, les États-Unis ne veulent concéder aucune position et, depuis l'investiture de Biden, ils se montrent agressifs dans leur tentative de se rétablir en tant que puissance hégémonique mondiale après la période de retrait relatif pendant la présidence de Trump.

Au premier rang des plans d'expansion chinois figurent la reprise de Taïwan et l'établissement de son contrôle sur la mer de Chine méridionale. Ce point en particulier et ce qui précède en général intensifient les frictions de la Chine avec les États-Unis et leurs alliés. La récente visite de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, à Taïwan est révélatrice de l'agressivité américaine. Cependant, la réticence des États-Unis à prendre des mesures efficaces contre l'avancée chinoise et le refus de la Chine de soutenir ouvertement la Russie dans son invasion de l'Ukraine sont des signes qu'il n'est pas dans l'intérêt des deux parties d'intensifier le conflit pour le moment.

Certains secteurs de la gauche ignorent ou minimisent l'intensification des frictions inter-impérialistes mondiales, ce qui les laisse mal armés pour répondre aux conflits qui éclatent. D'autres exagèrent le conflit inter-impérialiste, comme si nous étions déjà au début d'une troisième guerre mondiale ou dans l'imminence irréversible d'une telle guerre, généralement au service d'une orientation campiste, considérant un côté impérialiste comme moins mauvais que l'autre. Ou encore en suscitant un défaitisme erroné dans les conflits régionaux, comme l'invasion russe de l'Ukraine, qui finit par profiter à l'impérialisme russe.

La réalité est qu'une guerre mondiale imminente ou à court terme n'est pas le scénario le plus probable aujourd'hui. Ce qu'il y a, c'est une intensification croissante des tensions entre les camps impérialistes. Aucune des puissances ne se voit encore en position d'affronter un conflit mondial. Les blocs et alliances existants ne sont pas non plus solides, comme l'a montré la guerre en Ukraine. Les contradictions entre les États-Unis et l'Union européenne, qui entretient ses propres relations commerciales et politiques avec la Russie et la Chine, montrent que les alliés de l'OTAN n'ont pas tous les mêmes intérêts. Même au sein de l'Europe, comme le Brexit l'a clairement montré, il existe des intérêts contradictoires. De même, la Chine, qui avait approfondi sa collaboration avec la Russie, a pris une distance relative depuis l'invasion de l'Ukraine.

Cependant, même si une escalade mondiale n'est dans l'intérêt d'aucune d'entre elles aujourd'hui, le conflit réel sur la plus-value au milieu

de la crise signifie que la dynamique est celle d'un conflit croissant. Bien que la perspective immédiate ne semble pas être celle d'une confrontation militaire ouverte entre les différentes puissances mondiales, nous ne pouvons pas exclure que la dynamique évolue dans cette direction à l'avenir. Nous devons nous attendre à ce que l'instabilité générale prédomine et que plus des guerres et des conflits locaux ou régionaux soient probables.

Nous avons besoin des analyses et des caractérisations les plus précises possibles de la situation actuelle de la dispute inter-impérialiste afin de développer la politique et l'orientation les plus appropriées pour intervenir et pour nous construire dans la situation actuelle.

III. UN AN DE GUERRE EN UKRAINE

Les victimes de l'invasion de l'armée russe se comptent par dizaines de milliers et les personnes déplacées par millions. La destruction des infrastructures du pays se chiffre en milliards de dollars. Et au niveau international, elle a aggravé la crise économique et sociale en provoquant une augmentation du prix des denrées alimentaires et des carburants, ainsi qu'en alimentant la croissance de la course aux armements dans les pays impérialistes comme on ne l'avait pas vu depuis des décennies, réintroduisant l'incertitude quant à une éventuelle issue nucléaire aux conséquences imprévisibles si les menaces constantes de Poutine à cet égard sont mises à exécution à l'avenir.

L'intégrité territoriale de la Russie n'était pas menacée lorsque Poutine a décidé d'envahir l'Ukraine. La Russie a envahi l'Ukraine pour la soumettre et la réintégrer dans sa sphère d'influence régionale. Elle pensait qu'elle parviendrait à ses fins en quelques jours et que cela la renforcerait non seulement sur le plan régional, mais aussi dans ses relations en tant que partenaire stratégique de l'impérialisme chinois naissant. Mais c'était sans compter sur la résistance farouche et héroïque du peuple ukrainien. Poutine n'a pas pu se rendre à Kiev, évincer Zelensky et mettre en place son gouvernement fantoche. Il s'est enlisé depuis un an maintenant et n'est toujours pas en mesure de prendre le contrôle total d'une quelconque région. Il a subi la perte de dizaines de milliers d'hommes et d'une quantité importante d'armes. Cela l'a obligé à recruter des centaines de milliers de nouveaux combattants, à impliquer la Biélorussie dans le conflit, à recevoir une aide matérielle de l'Iran.

Avant l'invasion, l'OTAN était affaiblie, et le rôle des États-Unis en tant qu'impérialisme hé-

gémonique était remis en question. Aujourd'hui, sans avoir surmonté la crise, l'OTAN et les États-Unis se sont renforcés. Poutine leur a donné l'excuse pour se réarmer militairement, ajouter des pays à l'alliance et regagner une partie de l'autorité politique que les États-Unis avaient perdue parmi leurs alliés.

Pour mener une politique correcte, il faut comprendre les deux processus à l'œuvre dans ce conflit : la juste défense par le peuple ukrainien de sa souveraineté et de son intégrité territoriale et, en même temps, le différend inter-impérialiste croissant qui, datant d'avant l'invasion, s'est dangereusement aggravé depuis le début de celle-ci.

Une grande partie de la gauche a échoué à l'épreuve de ce conflit et a fini par s'aligner sur l'impérialisme russe. La gauche campiste traditionnelle a été rejointe par divers courants identifiés au trotskisme qui, avec des arguments variés et en se concentrant exclusivement sur la dénonciation de l'OTAN, ont refusé de soutenir la résistance ukrainienne et son droit à l'autodétermination, se plaçant ainsi dans la tranchée de Poutine.

Depuis un an que dure la guerre en Ukraine, il n'y a pas eu de confrontation militaire ouverte entre l'OTAN et la Russie. C'est pourquoi le slogan du *défaitisme révolutionnaire* brandi par divers secteurs est complètement faux et finit par être fonctionnel pour Poutine. Ce qu'il y a jusqu'à présent, c'est une guerre sur le territoire ukrainien provoquée par les aspirations impérialistes de la Russie contre un pays semi-colonial. Et les États-Unis profitent de cette situation pour se renforcer en Ukraine, en Europe de l'Est et au niveau international. Jusqu'à présent, aucune des ailes de l'impérialisme ne semble être prête à franchir certaines limites et à faire évoluer le conflit vers une confrontation mondiale. C'est pourquoi les États-Unis et l'Europe réduisent leur aide militaire et ne mettent pas les pieds en Ukraine, la Russie ne progresse pas vers les États membres de l'OTAN, la Chine ne s'est pas directement impliquée dans la guerre au-delà de quelques déclarations. Mais ils jouent avec le feu, mettant l'humanité au bord de l'holocauste.

Quant à l'aide économique et militaire américaine et européenne au gouvernement Zelensky, il importe d'être aussi objectif que possible. Elle a commencé tardivement, lorsqu'il était clair que la résistance du peuple travailleur ukrainien empêchait toute négociation hâtive. Elle a été importante pour soutenir la défense des positions de l'armée ukrainienne, tout en permettant à l'impérialisme occidental de s'effacer cyniquement en tant que « défenseur d'une cause juste ». Mais à au-

cun moment elle n'a servi à définir la guerre en faveur de l'Ukraine. Ils n'ont jamais envoyé d'armes de pointe à longue portée et ne le feront jamais.

Au sein de la LIS, nous n'avons jamais participé à la demande des armements à l'impérialisme occidental et nous nous opposons à la course à l'armement qui a été déclenchée dans le monde, mais nous n'avons pas non plus soutenu les actions de boycott de la livraison d'armes à l'Ukraine promues par les amis de Poutine.

Dès le début, nous avons soutenu le droit du peuple ukrainien à se défendre contre l'invasion de son territoire avec tous les moyens à sa disposition. Nous avons exigé le retrait incondtionnel de l'armée russe, la dissolution de l'OTAN et le retrait de l'impérialisme occidental de toute l'Europe de l'Est. Et sur le terrain, nous avons mené une politique indépendante de Zelensky et mis en garde contre les intentions colonialistes des forces de l'OTAN.



Nous sommes pour la paix, mais sans annexions par la Russie. Et le droit à l'autodétermination pour les régions ukrainiennes qui le demandent, tant qu'il peut être exercé librement, sans la botte de l'oligarchie russe.

La globalité de cette politique est basée sur les enseignements du léninisme, elle tient compte de la combinaison des tâches énoncées, et c'est pour la mettre en avant dans la classe ouvrière et la jeunesse de tous les pays, qu'ils soient impérialistes ou dépendants, en lutte contre les bourgeoisies et les campistes.

Soutenir la résistance ukrainienne signifie prendre position pour la défaite de la Russie dans ce conflit. Les campistes, afin d'alimenter le moulin de Poutine, crient qu'une victoire de l'Ukraine renforcerait les États-Unis et l'OTAN. La question que nous, révolutionnaires, devons nous poser est de savoir ce qui renforcerait le plus notre classe,

la classe ouvrière ukrainienne, russe, biélorusse et de toute la région. Nous n'avons aucun doute : la défaite et l'expulsion de l'armée russe par la résistance ukrainienne revigorerait la classe ouvrière, libérerait des forces et serait très probablement le début d'un processus révolutionnaire dans toute la région. En Ukraine, une fin victorieuse de la guerre amènerait les travailleurs à affronter avec une force renouvelée les réformes anti-ouvrières que le gouvernement Zelensky a profité de la guerre pour mettre en œuvre. En Russie et en Biélorussie, la possibilité d'un renversement révolutionnaire des gouvernements autoritaires de Poutine et de Loukachenko pourrait s'ouvrir, entraînant une chaîne de bouleversements sociaux et politiques. Tandis qu'une victoire russe renforcerait les régimes et gouvernements répressifs qui écrasent aujourd'hui toute expression de résistance.

Les possibilités de faire avancer la construction d'alternatives révolutionnaires en Europe de l'Est sont également étroitement liées au développement de la guerre. Nous devons pousser à l'unité d'action la plus large possible contre la guerre et en soutien à la résistance ukrainienne, tout en nous démarquant nettement de l'OTAN et de l'impérialisme occidental.

Malheureusement, l'orientation claudicante des campistes envers l'impérialisme russe et les confusions de ses alliés circonstanciels ont empêché la formation d'un mouvement de masse derrière une politique correcte, ce qui joue en faveur de la poursuite de la guerre. Cela nous oblige à redoubler les initiatives et à développer une campagne permanente pour donner la plus grande visibilité possible à nos propositions.

IV. POLARISATION, CRISES DES RÉGIMES, ESPACE À GAUCHE

Nous assistons à un monde de plus en plus polarisé socialement et politiquement, à des sociétés divisées et conflictuelles. La crise a mis à mal tous les régimes et les partis traditionnels bourgeois et conciliants. De plus en plus, les masses voient dans l'action directe, et non dans les mécanismes des institutions établies, la possibilité de résoudre leurs problèmes. Nous assistons à une période de grands bouleversements sociaux, de grèves, de rébellions, de révolutions.

L'énorme dimension de la crise que nous traversons et l'échec des gouvernements nationalistes, populistes et de centre-gauche qui, dans les premières années du nouveau siècle, ont suscité de grandes attentes dans le mouvement de masse, ont ouvert la porte à la croissance des forces conserva-

trices et de droite dans pratiquement tous les pays. Les médias de masse ont joué un rôle très important dans cette évolution.

Les droites au pouvoir n'ont pas non plus réussi à stabiliser la situation économique et à mettre en œuvre le programme qu'elles s'étaient fixé. Dans la plupart des cas, elles ont échoué face à la résistance des travailleurs. Cela a permis, dans certains cas, aux anciennes forces de centre-gauche de revenir au gouvernement sans que le mouvement de masse n'en attende autant que par le passé, et dans d'autres cas, de nouvelles formations du même type sont apparues. Cette alternance d'un nouveau bipartisme, qui ne repose pas sur de partis bourgeois ou sociaux-démocrates solides comme par le passé, mais plutôt sur des coalitions peu structurées et avec peu de contrôle social, fait partie de l'étape actuelle que nous vivons.

La crise de la *démocratie*, dont on parle dans des cercles de plus en plus larges de l'intelligentsia occidentale, reflète l'érosion des *régimes démocratiques bourgeois* et des *partis traditionnels* après des décennies de frustration et de détérioration du niveau de vie des masses. Bien que l'impérialisme dominant en général continue de miser sur la démocratie bourgeoise, parce qu'il la considère toujours comme la manœuvre la plus efficace pour canaliser la mobilisation et le débordement des masses, l'incrédulité croissante à l'égard des mécanismes institutionnels l'oblige à faire de plus en plus appel à la répression et à l'autoritarisme.

La crise des mécanismes de domination ouvre des espaces de plus en plus larges pour attirer des couches de masse. L'extrême droite en profite pour se positionner parmi les secteurs les plus conservateurs et les plus arriérés du mouvement de masse. Les socialistes révolutionnaires, nous devons déployer avec audace toutes les initiatives, orientations et tactiques à notre disposition pour commencer à capitaliser sur l'espace qui existe aussi pour l'extrême gauche et qui aura tendance à croître avec l'aggravation de la crise. Pour en profiter, en plus d'être à l'avant-garde des luttes, nous devons faire des propositions de fond, non seulement contre les gouvernements mais aussi contre les régimes, les directions traîtresses et faire de la propagande pour le système pour lequel nous luttons et la nécessité de regrouper les révolutionnaires.

Nous ne devons pas perdre de vue qu'il existe en même temps un grand nombre de nouveaux États capitalistes, regroupant des milliards de personnes, où la démocratie bourgeoise n'a jamais été institutionnalisée. Dans d'autres, elle a été abandonnée depuis longtemps. La Chine, la Russie, l'Iran, Cuba, le

Venezuela, le Nicaragua, la Syrie et des dizaines de pays arabes et africains ont des régimes autoritaires et très peu de marge pour accorder des libertés démocratiques et rester au pouvoir. C'est pourquoi ils déclenchent une répression brutale lorsque le mouvement de masse les insurge. Dans les processus de mobilisation qui ont lieu dans certains de ces pays, nous devons participer activement et ne pas céder au campisme qui cherche toujours à discréditer les actions de masse et à justifier la répression « pour ne pas faire le jeu de l'impérialisme ». Soutenir les véritables expressions de mécontentement avec une politique qui se différencie à la fois tant de la droite et de l'impérialisme comme des gouvernements capitalistes autoritaires sous des habits de gauche est crucial pour attirer l'avant-garde et des franges des masses dans ces endroits. Un exemple de la manière dont nous devrions agir par rapport à ces processus est le succès de la *Campagne et caravane internationales pour la libération des prisonniers politiques au Nicaragua* que nous avons promues depuis la LIS et qui nous a permis de démontrer dans la pratique que Ortega et son régime n'ont rien à voir avec la gauche et le socialisme. Cette Campagne a été décisive pour obtenir la libération ultérieure des prisonniers politiques. Un autre exemple est le développement de notre groupe en Ukraine sur la base d'une position correcte face à l'invasion et aux différentes ailes impérialistes.

V. L'EXTRÊME DROITE : SES PROGRÈS, SES LIMITES

En tant qu'expression politique de la polarisation sociale mondiale, dans de nombreux pays, non seulement les forces de droite mais aussi les forces d'extrême-droite se développent. La profondeur de la crise que traverse le capitalisme et le recul des bipartismes traditionnels leur permettent d'apparaître comme une alternative politico-électorale pour des secteurs moyens, populaires, voire ouvriers. Dans différentes variantes, leur discours combine des positions néolibérales, anti-immigrants et anti-musulmans, racistes, anti-droits de genre, négationnistes des catastrophes environnementales, populistes et pro-« liberté », pro-autochtones et pro-jeunes.

Les défaites de Trump et de Bolsonaro ont globalement affaibli ce secteur, mais dans le même temps, ils ont montré une base sociale importante et des liens avec des secteurs religieux, judiciaires et militaires. C'est un phénomène politique non transitoire qui est là pour rester. En Europe, ils sont présents dans tous les parlements et gouvernent dans plusieurs pays, comme l'Italie, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie. Déjà un État

contre-révolutionnaire, l'ultra-droite sioniste a également gagné en Israël.

Sur tous les continents, le réformisme exagère le pouvoir de la droite et de l'ultra-droite pour tenter de justifier sa stratégie de conciliation de classe sous l'éternelle excuse du « moindre mal ». Leur piège, ce sont les pactes politiques et électoraux et/ou le soutien aux gouvernements bourgeois, qu'il ne faut pas confondre avec la nécessaire unité d'action pour impulser la mobilisation contre les forces néo-fascistes et plus extrémistes.

La propagande selon laquelle la seule chose qui progresse dans le monde est la droite et le fascisme est également alimentée par les secteurs sceptiques de la gauche marxiste, qui, en raison de cette vision déséquilibrée de la réalité, finissent par tomber dans l'opportunisme du « possible » ou bien dans un sectarisme testimonial.

Les révolutionnaires, nous devons mettre en question toute surestimation de l'extrême droite,



sans commettre l'erreur inverse de la minimiser. Au contraire, son évolution doit être suivie très attentivement car elle constitue un danger actuel et potentiel.

Malgré certains éléments communs, les forces d'extrême-droite actuelles se distinguent du fascisme et du nazisme classiques en ce qu'elles agissent jusqu'à présent dans les limites de l'institutionnalité de la démocratie bourgeoise. Et il n'y a pas encore de secteurs importants de la bourgeoisie impérialiste qui ont décidé d'utiliser l'extrême droite pour aller contre la classe ouvrière et le peuple avec des méthodes de guerre civile. Mais dans plusieurs pays, des actions violentes directes se multiplient, promues par les discours réactionnaires de ce secteur ou directement organisées par eux, par exemple contre les migrants ou la gauche radicale.

De même, certains gouvernements de droite et même de « centre-gauche », alors que la crise économique réduit au minimum les marges de concessions, afin d'imposer leurs plans d'ajustement, adoptent un comportement autoritaire et augmentent leurs budgets répressifs et militaires, parfois même avec des traits dictatoriaux. Par conséquent, les confrontations avec le mouvement de masse seront plus dures et en même temps, à côté des revendications économiques et sociales, il est nécessaire de maintenir la défense des droits, des libertés et des garanties démocratiques. Partout où la jeunesse s'organise pour affronter culturellement les bandes néo-fascistes, nos jeunes doivent participer.

VI. LA RÉBELLION PROGRESSE ET S'ÉTEND. LA MONTÉE, SES FORCES ET FAIBLESSES. LE RÔLE STRATÉGIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE.

Depuis plusieurs années maintenant, nous assistons à une montée régulière de la lutte des classes au niveau international. À l'heure actuelle, le point culminant est mené par les masses appauvries du Pérou et la classe ouvrière de France et du Royaume-Uni. Mais depuis 2018, nous avons vu des grèves générales, des mobilisations de masse, des semi-insurrections et des rébellions dans un grand nombre de pays. **C'est cela, et non la croissance de la droite, qui est le plus dynamique dans la situation mondiale.**

En 2018, les gilets jaunes ont fait irruption en France, la rébellion des jeunes a éclaté au Nicaragua, les luttes des femmes ont commencé à inonder les rues et un soulèvement au Soudan a salué 2019, une année où la montée a fait un bond spectaculaire : le Chili et le Liban se sont soulevés et les mobilisations sont devenues massives à Hong Kong, en Irak, en Équateur, en Haïti, à Porto Rico, en Bolivie, en Colombie, au Honduras.

En 2020, si le début de la pandémie a partiellement freiné la montée, il n'a pas empêché d'énormes mobilisations aux États-Unis suite à l'assassinat de George Floyd, qui ont relancé le mouvement Black Lives Matter au niveau international. En Biélorussie, un soulèvement contre la fraude électorale a mis le dictateur Loukachenko dans les cordes, de nouvelles révoltes ont eu lieu au Liban et en Irak, des grèves générales en Inde, au Myanmar et des protestations en Iran, en Algérie, en Bolivie et le *Fora Bolsonaro* est descendu dans la rue au Brésil.

En 2021, la rébellion s'est étendue à la Colombie, il y a eu de grandes mobilisations à Cuba, au Paraguay, en Russie, et 2022 a commencé par un soulèvement au Kazakhstan, l'organisation d'une résistance massive des travailleurs ukrainiens pour

faire face à l'invasion russe, des grèves nationales en Équateur et au Panama, une semi-insurrection au Sri Lanka et s'est terminée par des grèves en Europe et la révolution toujours en cours au Pérou.

Bien que l'épicentre de la montée soient l'Amérique latine et le Moyen-Orient, des processus et des rébellions ont eu lieu dans toutes les latitudes, montrant que nous traversons une nouvelle phase mondiale. La vague de grèves au Royaume-Uni est très importante, car elle montre un changement qualitatif après une vingtaine d'années conditionnée par la défaite de la lutte héroïque des mineurs par Margaret Thatcher ; mais aussi le processus de mobilisation en France contre la réforme des retraites.

La contradiction la plus importante reste l'absence de directions révolutionnaires ayant une accumulation suffisante dans le mouvement ouvrier pour influencer le résultat des luttes et dans les semi-insurrections qui se développent. C'est l'explication de fond pour laquelle la plupart de ces processus ne parviennent pas à remporter des victoires catégoriques, sont déviés par les mécanismes de la *réaction démocratique* ou vaincus par la répression étatique.

Nous devons prendre le temps d'analyser les faiblesses de la montée et de discuter de la manière dont on peut les contrer. Dans la plupart des processus les plus aigus, la classe ouvrière ne participe pas de manière forte et organisée. Les semi-insurrections ont une composition populaire, où les travailleurs interviennent mais individuellement et non par le biais de leurs organisations syndicales. Ces dernières, contrôlées pour la plupart par des bureaucraties pro-bourgeoises et conciliantes, s'efforcent dès le début d'empêcher la classe ouvrière de devenir un protagoniste. Jusqu'à présent, nous n'avons pas vu de débordements significatifs de la part des anciens dirigeants et les grèves générales et les mobilisations qu'ils sont obligés d'appeler servent à décompresser et non à approfondir la lutte. Comme la classe ouvrière n'est pas l'avant-garde, l'émergence d'organismes démocratiques et la coordination des différents secteurs en lutte ne sont pas non plus facilitées.

La rébellion qui secoue le Pérou présente toutes ces faiblesses. Cependant, elle dure depuis deux mois maintenant et ils n'ont pas été en mesure de l'arrêter. Les masses paysannes, les peuples indigènes, les jeunes et les pauvres mènent une véritable révolution. Alors que le gouvernement illégitime de Dina Boluarte et le Congrès corrompu accentuent la répression, des secteurs de la droite, du centre-gauche et la bureaucratie de la CGTP s'unissent pour réclamer des élections anticipées afin de dé-

tourner la rébellion vers les urnes. Le bâton et la carotte pour tenter de maintenir sur pied un régime mort et un système effondré.

Au Pérou, le mot d'ordre d'une Assemblée Constituante est très profondément ressenti dans le mouvement de masse, comme il l'était dans la rébellion chilienne. Mais nous devons alerter le mouvement de masse sur le fait que sans vaincre d'abord le gouvernement et démanteler l'institutionnalité mise en place par le fujimorisme, ce qui ne peut être réalisé qu'en approfondissant la mobilisation, une élection constituante peut se transformer en piège, comme cela s'est produit au Chili. C'est pourquoi ce mot d'ordre ne peut être le centre de la politique des révolutionnaires. Ce qui est central, c'est la continuité de la mobilisation et la demande à la centrale ouvrière d'appeler à la grève générale jusqu'à la chute du gouvernement et l'appel aux organisations des secteurs en lutte à prendre le pouvoir. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible de prendre les mesures les plus urgentes en faveur des majorités populaires et d'appeler à une Constituante libre et souveraine pour réorganiser le pays sur de nouvelles bases.

Nous devons tirer des conclusions des processus auxquels nous participons. Faire des analyses précises et objectives, c'est la seule façon d'avoir des politiques d'intervention correctes et de nous construire en gagnant les meilleur.e.s militant.e.s pour nos méthodes d'organisation et notre programme.

Les capitalistes d'aujourd'hui n'ont pas assez de force pour infliger des défaites historiques aux luttes en cours, et bien que les problèmes de direction de notre classe et des secteurs populaires ne leur permettent pas non plus de résoudre la crise capitaliste en leur faveur, ils continueront à se battre contre les attaques contre le niveau de vie et contre l'autoritarisme grandissant. C'est pourquoi la perspective que nous visualisons est celle d'un approfondissement de la montée, avec plus de grèves, de mobilisations et de rébellions récurrentes.

Notre défi est de profiter de cette nouvelle étape dans chaque pays pour former nos jeunes cadres, nous structurer socialement et politiquement dans la classe ouvrière et les secteurs les plus dynamiques du mouvement de masse et faire des bonds en avant dans notre construction, en étant conscients que nous ne sommes qu'au début d'un processus qui aura tendance à s'approfondir et nous donnera de multiples occasions d'avancer.

À ce stade, ce n'est que si nous avançons dans la construction d'organisations socialistes révolutionnaires fortes et si nous parvenons à diriger des secteurs de notre classe, que nous pourrions devenir

un facteur objectif qui contrebalancera les faiblesses des processus, aidera le mouvement ouvrier à jouer le rôle stratégique qu'il faut et contestera le pouvoir dans les prochaines rébellions et révolutions qui auront lieu. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions faire en sorte que la situation *pré-révolutionnaire* que nous traversons ne finisse pas par régresser, qu'elle devienne *révolutionnaire* et que nous puissions changer l'histoire.

VII. L'ÉCOSOCIALISME COMME CONTRIBUTION À LA RÉVOLUTION

La catastrophe socio-environnementale provoquée par la matrice de production, de consommation et le régime de propriété privée-monopoliste du capitalisme est peut-être l'un des défis les plus imposants de notre époque historique : activer une véritable opération de sauvetage de notre civilisation, en arrachant tous les leviers de l'économie au capital et à la bourgeoisie impérialiste et en réorganisant tout sur de nouvelles bases. Loin de toutes les recommandations scientifiquement irréfutables sur la nécessité d'une transition énergétique post-fossile urgente, le monde assiste à un saut dans la pétro-dépendance et la re-carbonisation. La guerre en Ukraine, en limitant l'approvisionnement, n'a fait qu'encourager les investissements dans les formes de production d'énergie les plus néfastes et accroître le réchauffement climatique. Les grandes entreprises déploient à l'échelle mondiale une nouvelle offensive de l'impérialisme extractiviste : méga-mines, agrobusiness et même cimentation immobilière dans les grandes enclaves urbaines du monde. L'irrationalité du capital, alimentée par la loi du profit, est à l'origine des événements climatiques extrêmes que nous observons de l'Australie et de l'Asie du Sud à l'Europe occidentale, l'Amérique du Sud ou les Caraïbes, avec des conséquences désastreuses pour les masses pauvres.

En même temps, nous vivons une lutte idéologique difficile face à ce scénario. Les négationnistes de droite sont carrément absurdes. Cependant, ils jouent un rôle confusionniste que nous devons combattre. Les variantes du capitalisme vert proposent d'« inciter » les capitalistes pollueurs eux-mêmes à une reconversion écologique : une utopie réactionnaire. Une autre chimère insoutenable est diffusée par le réformisme : le *Green New Deal* promu par l'aile gauche des Démocrates aux USA, comme une sorte de keynésianisme vert, qui en fin de compte promeut l'idée fausse que sans toucher à la propriété privée des grands monopoles d'hydrocarbures, coexistant avec le capital polluant, le désastre peut être inversé. Un mensonge total.

Il existe également des débats au sein de la gauche marxiste. Des courants de dogmatisme fermé qui refusent d'assumer la nécessité de repenser les mesures programmatiques et d'enrichir le bagage du socialisme révolutionnaire, au révisionnisme vert, qui romantise de nouveaux sujets et repousse la classe ouvrière comme axe d'articulation et le parti révolutionnaire mondial pour l'action comme stratégie. Avec un certain poids dans le militantisme, il y a deux auteurs qui apportent des éléments d'analyse, tout en proposant des solutions que nous ne partageons pas : le « communisme dégressif » de Kohei Saito ou la logique de sabotage et de résistance civile d'Andreas Malm, opposés à l'expropriation, à la planification démocratique et au démantèlement de l'État bourgeois.

D'autre part, on assiste à la croissance du mouvement activiste, qui a acquis une vitalité internationale en 2018 avec les fameuses grèves climatiques, mais qui a d'importantes expressions régionales dans le monde entier, où même, bien que de façon balbutiante, des secteurs organiques de la classe ouvrière commencent à jouer un rôle avec leurs propres méthodes. Bien que pour l'instant le poids prédominant soit celui de la jeunesse, avec toutefois une sympathie étendue et croissante dans d'autres franges du mouvement de masse. Notre responsabilité en tant que socialistes révolutionnaires et internationalistes est d'être les meilleurs militants dans ces luttes, de nous lier avec les meilleurs de leurs avant-gardes, d'intervenir dans les événements internationaux, régionaux et nationaux sur le sujet, en mettant en avant notre issue antisystème, révolutionnaire, écosocialiste, internationaliste, en essayant de recruter les meilleurs éléments pour la construction de la LIS et de ses sections. Sur cette voie stratégique, la tactique de construction d'un puissant courant d'idées et d'action militante écosocialiste dans le mouvement socio-environnemental, en tant que regroupement de la LIS et de ses sections nationales, est une hypothèse d'intervention et de construction que nous devons explorer en fonction des conditions spécifiques de chaque pays ou région.

Nos axes programmatiques proposent l'expropriation des pollueurs ; la reconversion industrielle, énergétique et professionnelle des travailleurs eux-mêmes, pour une production qui vise à assurer les valeurs d'usage social nécessaire, avec un contrôle ouvrier de la production, avec une planification démocratique nationale, régionale et internationale, en abolissant la propriété privée, les frontières nationales et en pariant sur la stratégie d'une collaboration sans asymétries impérialistes entre les peuples du monde. La rééducation socioculturelle

de la consommation de masse, non pas pour une « éthique de la privation » mais pour la jouissance consciente et non aliénée de toutes les richesses produites par la classe ouvrière, sera une tâche à affronter dans le cadre d'une révolution sociale globale et avec le soutien de l'innovation technologique à ces fins, et non pour remplacer le travail humain par la rentabilité privée. Marx disait que le capitalisme avait fracturé le métabolisme entre la civilisation et la nature en épuisant les deux principales sources de création de richesse : la force de travail et les écosystèmes. Notre tâche stratégique est de restaurer cette dialectique sous une autre rationalité sociale, avec une autre logique humaine et universelle : le socialisme mondial avec démocratie et la conscience des limites physiques de la nature.

VIII. GENRE : REFLUX DE LA VAGUE, DES LUTTES, DES DÉBATS

De 2015 à 2019, avec des inégalités selon les pays et les régions, le monde a assisté à une véritable montée en puissance du mouvement féministe et, dans une moindre mesure, du mouvement LGBT. Entre autres, ses principaux moteurs ont été la mobilisation contre la violence machiste et le droit à l'avortement, cette dernière avancée ayant été gagnée en Argentine, en Irlande et dans d'autres pays.

L'auge de telle vague ne continue pas, mais il y a plutôt un certain reflux. Certains acquis de la lutte, la pandémie et la contre-offensive réactionnaire anti-droits ont conduit à l'impasse actuelle. Cela ne signifie pas que des processus de lutte n'émergent pas, mais ils n'atteignent pas l'ampleur et la radicalité de la période précédente.

Le point culminant de la dernière période a été le processus de mobilisation des femmes en Iran contre le port obligatoire du foulard islamique, initié par le meurtre de Mahsa Amini par la police religieuse, qui a fait exploser le mécontentement populaire accumulé en une véritable rébellion contre le régime théocratique et capitaliste dictatorial des *mollahs*.

La réduction du droit à l'avortement aux États-Unis fait partie d'une contre-offensive politico-religieuse réactionnaire. Ainsi, nous vivons une véritable bras de fer entre la réduction des droits et leur défense ou leur extension. En cherchant à inverser sa crise systémique, le capitalisme s'attaque donc à tous les droits : économiques-sociaux, du travail et syndicaux, de retraite, humains, démocratiques et civils, environnementaux et aussi les droits des femmes et des personnes LGBT et non-binaires. En réponse, il y a des luttes. Il est essentiel d'intervenir dans celles-ci, puisqu'y agit une avant-garde jeune

radicale, qui fait rapidement l'expérience des institutions et des partis du système, rompt avec eux et est ouverte aux idées révolutionnaires. Parmi les principales organisations et idéologies concurrentes, nous pouvons signaler :

- Les réformismes de toutes sortes, dont les appareils conservent une influence relative et dont la ligne est de ralentir et de détourner les processus progressifs de lutte et d'organisation vers les canaux institutionnels.
- Le féminisme « radical » ou radfem, qui place le patriarcat et l'homme-macho comme l'ennemi principal, hors de la structure des classes sociales, étant ainsi fonctionnel au capitalisme.
- La politique identitaire, qui en donnant une priorité politique et organisationnelle aux différences existantes (race, genre, migrantes, etc.) conduit au divisionnisme, affaiblit les luttes et est le courant le plus anti-parti révolutionnaire.
- Le mandelisme, qui postule un mouvement féministe « autonome » et considère que le mouvement ouvrier a un statut similaire à celui des mouvements féministe, LGBT, écologiste ou antiraciste, et dilue le rôle dirigeant de la classe.

Face à ces positions erronées, nous postulons un féminisme militant, socialiste et révolutionnaire. L'oppression patriarcale est intrinsèque à l'exploitation capitaliste, puisque le travail domestique gratuit des femmes rapporte des bénéfices économiques à la bourgeoisie. Nous évitons également l'abstentionnisme sectaire face à ces luttes : avec plus de 40% de femmes, plus les gays, et subissant un chômage plus élevé, la précarité et des revenus plus faibles, les questions de genre font partie du quotidien de la classe ouvrière elle-même.

IX. L'IMPORTANCE DE LA JEUNESSE

La jeunesse est particulièrement touchée par la crise du capitalisme dans toutes ses expressions. Le chômage des jeunes dans le monde dépasse largement, et souvent double, celui de la population générale. Ils sont les plus touchés par le travail précaire et l'instabilité. Les politiques d'ajustement limitent l'accès à l'éducation publique et en dégradent la qualité. Partout dans le monde, la proportion de jeunes qui n'étudient ni ne travaillent augmente, et ils sont criminalisés, persécutés et souvent tués par les appareils répressifs des États bourgeois. Le capitalisme n'offre rien aux jeunes, il les laisse sans opportunités, sans projet, sans espoir, sans avenir.

Ce n'est pas une coïncidence si ce sont les jeunes qui arrivent le plus facilement et fréquemment à la conclusion qu'ils n'ont rien à perdre, qui sont à l'avant-garde des rébellions et des révolutions qui balaient le monde et qui soulèvent les positions les plus radicales. Les jeunes sont l'avant-garde de la montée de la lutte des classes ces dernières années. Ils ont levé et tenu la ligne de front des rébellions au Chili et en Colombie ; ils ont été à l'avant-garde de la rébellion Black Lives Matter aux États-Unis et des éruptions au Liban, en Iran et en Irak ; ils sont aujourd'hui à l'avant-garde des grèves générales et des mobilisations de masse en France et de l'insurrection au Pérou ; et en général, ils sont à l'avant-garde de tous les processus de mobilisation, de rébellions, de révolutions, ainsi que parmi les couches les plus actives et militantes du mouvement ouvrier, dans les grèves et dans les processus de renouvellement syndical.



Plus important encore, les jeunes sont la force motrice des mouvements et des luttes pour la défense de l'environnement, des droits des femmes et du mouvement LGBT, des questions qui concernent et touchent particulièrement les jeunes. Bien qu'il n'y ait pas eu de grands mouvements étudiants ces dernières années, la défense et la lutte pour l'éducation publique est également une question importante et sensible pour les jeunes.

Pour toutes ces raisons, la jeunesse a toujours été, et l'est encore plus dans cette situation de crise systémique du capitalisme et de montée de la lutte des classes, un secteur stratégique pour la construction de partis révolutionnaires. Ce n'est qu'en se liant à la jeunesse radicalisée qui constitue l'avant-garde des processus de mobilisation et en la ralliant à la voie stratégique de la révolution socialiste mondiale que nous pourrions construire nos partis et notre internationale avec le meilleur de l'avant-garde de la lutte de classe mondiale.

X. CONSTRUISONS DES PARTIS AVEC INFLUENCE DE MASSE ET UN PÔLE DE REGROUPEMENT INTERNATIONAL

La dynamique de la crise capitaliste nous dit que la seule possibilité d'interrompre la course accélérée vers la barbarie et l'extinction à laquelle nous conduit la classe dirigeante actuelle est le triomphe de la révolution socialiste mondiale. Les masses font leur part ; année après année, il y a des rébellions et des révolutions dans toutes les régions du monde. Mais dans aucune, jusqu'à présent, il n'y a eu d'organisation révolutionnaire ayant l'accumulation, l'influence, la capacité et l'intention de contester et de gagner la direction de ces processus afin de les mener vers la révolution socialiste. Cela reste le problème des problèmes.

Nous avons vu échouer toutes les tentatives de combattre ou d'éluder ce problème. Les théories autonomistes qui ont fleuri après la chute de l'URSS, selon lesquelles on pouvait changer le monde sans prendre le pouvoir, ont été maintes fois réfutées par la réalité. Chaque fois que le pouvoir est resté entre les mains de la bourgeoisie, celle-ci l'a utilisé pour écraser tous les mouvements qui le contestaient.

Aujourd'hui, certains remettent en question la validité de la construction de partis révolutionnaires en se demandant si leur objectif stratégique est possible. Si la révolution n'est pas posée, une organisation dont la raison d'être est de la diriger est inutile. Si le seul objectif est de lutter pour des améliorations démocratiques et sociales au sein du système capitaliste, il est préférable de se limiter à la construction de partis larges avec un programme limité à ces revendications.

Nous soutenons que cette perspective est erronée, sceptique, possibiliste, réformiste. La seule chose qui empêche le triomphe de la révolution socialiste à l'heure actuelle est l'absence d'organisations révolutionnaires structurées dans le mouvement ouvrier, ayant le poids nécessaire pour contester la direction des processus révolutionnaires qui se produisent réellement les uns après les autres et qui continueront à se produire. Par conséquent, notre tâche stratégique est de construire ces organisations révolutionnaires, léninistes, basées sur la formation de cadres professionnels et un régime démocratique et centralisé pour la lutte pour le pouvoir.

Comme nous ne cherchons pas à construire des sectes testimoniales mais à acquérir une influence de masse et à capter le meilleur de l'avant-garde, nous devons être ouverts à participer à certaines expériences anticapitalistes larges lorsqu'elles par-

viennent à capter la sympathie d'importants pans de travailleurs et de jeunes qui se tournent vers la gauche. C'est pourquoi, sans jamais perdre notre indépendance politique et organisationnelle, nous faisons partie de l'aile gauche du PSOL au Brésil. Mais nous ne pouvons pas confondre ces tactiques ou d'autres, comme le FIT-U en Argentine, avec notre stratégie, qui est de construire des partis bolcheviques. Ces tactiques sont utiles dans la mesure où elles nous aident à construire le parti révolutionnaire et l'expérience montre qu'elles ne durent pas éternellement. Nous devons nous préparer au moment où elles cesseront d'être progressistes et où la réalité nous obligera à nous délimiter.

Toutes nos organisations, des plus grandes aux plus petites, doivent avoir une orientation pour se construire dans les secteurs les plus dynamiques de la classe ouvrière et accorder une importance particulière au prolétariat industriel. A la fois pour être une référence nationale face à l'avant-garde, et pour influencer dans les périodes de montée de la lutte des classes et bien plus encore lorsqu'il y a des rébellions comme celles auxquelles nous assistons dans certains pays, il est essentiel de diriger des secteurs de notre classe. L'activité et la croissance dans la jeunesse, qui est clé pour la formation des cadres, doivent être au service stratégique de nous structurer davantage dans la classe ouvrière.

Un outil fondamental pour construire nos groupes et partis nationaux est l'existence et le dynamisme qu'a acquis notre Ligue internationale socialiste. En même temps, cette croissance que nous opérons au niveau international montre que dans le monde il y a des conditions de plus en plus favorables pour avancer dans le regroupement des révolutionnaires.

La force de la LIS réside dans son projet, qui tente de réunir dans une même organisation des camarades issu.e.s de traditions différentes, non seulement sur des bases programmatiques de principe, mais aussi et fondamentalement sur la base d'une saine méthode, de respect mutuel, sans impositions d'aucune sorte, profondément démocratique, afin d'essayer d'aller vers une nouvelle tradition qui dépasse celles existantes.

Diffuser le projet de la LIS dans chacun de nos pays et donner une forte impulsion aux campagnes et initiatives internationales peut non seulement nous permettre de transformer notre groupement mondial en un pôle d'attraction, mais aussi nous aider à faire des sauts qualitatifs dans notre construction. 🌱

Partage cette note
depuis le Web



Aspects clés de l'analyse et de la politique marxistes face à l'agression impérialiste de la RUSSIE CONTRE L'UKRAINE et face à la politique IMPÉRIALISTE DE L'OTAN

Cette résolution, qui résume l'analyse, la caractérisation et la politique à l'égard de la guerre en Ukraine, a été discutée et approuvée à l'unanimité lors de notre 2e Congrès mondial.

Dès la fin de la II Guerre mondiale, les deux alliés du temps de guerre -l'URSS et les États-Unis- ont divisé des parties du monde en leurs « sphères d'influence ». Les États-Unis ont do-

miné l'Europe occidentale et l'Amérique latine -entre autres-, tandis que l'URSS a dominé l'Europe orientale, certaines parties de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est. Ils se sont livrés à une guerre froide qui a comporté de nombreuses guerres par procuration.

La puissance militaire des deux superpuissances était plus ou moins comparable. Cependant, l'URSS a progressivement perdu la course aux armements et a pris un retard considérable sur les États-Unis, tout comme son économie.

Après la dissolution de l'Union soviétique,



l'Ukraine est devenue un État indépendant par le biais d'un référendum en 1991.

La terre de l'Ukraine et son peuple ont été sous la domination de la Russie tsariste pendant de nombreux siècles, au cours desquels l'État russe a opprimé et exploité l'Ukraine sur les plans économique, culturel et politique, comme le ferait n'importe quel État impérialiste. Après la révolution d'octobre 1917, Lénine et Trotski ont adopté une position marxiste internationaliste à l'égard des peuples opprimés et l'État révolutionnaire leur a accordé des droits complets d'autodétermination, y compris le droit de faire sécession. L'objectif était de créer une fédération socialiste volontaire dans la région et, à terme, dans le monde entier. Cependant, quelques années plus tard, sous le règne de Staline, la position marxiste de Lénine sur la question nationale a été annulée et remplacée par une politique chauvine et répressive.



L'effondrement de l'Union soviétique a été déclenché non seulement par le mécontentement à l'intérieur de la Russie (alimenté par la crise de l'économie bureaucratiquement planifiée, la censure, les répressions d'État, etc.), mais aussi, en partie, par les sentiments d'oppression nationale des peuples d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, qui cherchaient à se libérer de l'étreinte étouffante de la domination et du contrôle russes (communément appelés « russification »), politique adoptée par la bureaucratie contre-révolutionnaire soviétique après la mort de Lénine et l'exil forcé de Trotski hors de l'URSS.

Dans ce contexte, les masses ouvrières d'Ukraine ont toujours éprouvé un sentiment d'oppression et de privation nationale, et l'État

russe (« la Russie ») a toujours été perçu comme un oppresseur et une force impérialiste.

Après l'effondrement de l'URSS, la Russie a dégénéré et est devenue un pays capitaliste sous un régime autoritaire du type « gangster/mafieux ». Au fil des ans, Poutine est devenu le représentant autoritaire de la classe réactionnaire et corrompue des capitalistes russes qui, dans un premier temps, en tant que membres de la bureaucratie stalinienne, ont pillé et détruit l'Union soviétique, puis sont devenus multimillionnaires en volant et en pillant les actifs de l'État lors des privatisations.

Il est vrai que, même au milieu de sa crise, l'impérialisme américain reste l'impérialisme le plus puissant de la planète aujourd'hui et c'est pourquoi nous affrontons et dénonçons toutes ses politiques et actions au niveau international. Mais dans une grande partie de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale, c'est toujours la Russie qui joue un rôle oppressif sur des autres peuples et son objectif est d'essayer d'étendre sa domination aussi loin que possible.

Par conséquent, quelle que soit la manière dont chacun d'entre nous considère l'ex-URSS (un « État ouvrier dégénéré » ou un « capitalisme d'État »), il ne fait aucun doute qu'en 2022, lorsque la Russie a procédé à une invasion totale de l'Ukraine, elle a montré les actions d'un État capitaliste à caractère impérialiste dont l'objectif est d'essayer de renforcer son influence dans l'ensemble de la région et du monde. Sa puissance militaire et économique n'est pas comparable à celle de l'Ukraine.

Les gouvernements impérialistes n'admettent jamais les motifs réels qui les poussent à envahir d'autres pays. Les États-Unis et leurs alliés ont prétendu qu'ils essayaient de « vaincre le fascisme » pendant la II Guerre mondiale, alors qu'il s'agissait en réalité d'un conflit entre impérialistes pour la domination du monde. De même, l'invasion de l'Irak a été justifiée par l'affirmation que l'Irak possédait des « armes de destruction massive ». De telles excuses boiteuses se retrouvent tout au long de l'histoire des invasions impérialistes.

La Russie prétend que son invasion de l'Ukraine a pour but de « dénazifier » et d'arrêter le « génocide ». Mais les résultats des élections législatives ukrainiennes montrent clairement que seuls 2% de la population ukrainienne soutiennent les nationalistes d'extrême droite, ce qui est moins qu'en France, en Allemagne, en Italie et dans la plupart des autres pays européens.

Poutine prétend également que l'expansion de l'OTAN a contraint la Russie à envahir l'Ukraine pour se protéger de l'impérialisme occidental. Mais la Russie est une puissance impérialiste, avec la plus grande armée d'Europe et le plus grand arsenal nucléaire du monde. En termes de revenu par habitant, la Russie dépasse d'au moins quatre fois la capacité économique de l'Ukraine. Sur cet indicateur, elle se situe dans une proportion similaire à celle du Pakistan et de l'Afghanistan. En outre, la Russie compte 140 millions d'habitants, alors que l'Ukraine n'en compte que 35.

Les analyses de Lénine sur les guerres entre nations commençaient et finissaient toujours par l'analyse de la voie qui renforcerait ou affaiblirait le mouvement international de la classe ouvrière. Il est très important de noter que Lénine faisait clairement la différence entre les « nations oppresseurs » et les « nations opprimées ». Il avait compris que lorsque les travailleurs des pays oppresseurs se rangent du côté de leur propre classe dirigeante contre les peuples qu'ils conquièrent ou oppriment, cela affaiblit le mouvement ouvrier international. Tout simplement parce que cela divise les travailleurs de différents pays les uns par rapport aux autres, alors que leurs intérêts de classe sont communs. Les invasions impérialistes ne profitent qu'à la classe dirigeante des pays oppresseurs. Par conséquent, lorsque les travailleurs des pays oppresseurs soutiennent une invasion impérialiste, cela va à l'encontre de leurs intérêts pour deux raisons : 1) cela contribue à renforcer leur propre ennemi de classe dans leur pays ; 2) cela sème la méfiance et la division parmi leurs frères et sœurs de classe dans le pays envahi.

Le droit des nations opprimées à l'autodétermination doit inclure leur droit à résister à l'invasion impérialiste de la manière qu'elles choisissent. C'est d'ailleurs cette forte résistance qui a rendu très difficiles les plans militaires de Poutine en Ukraine. Encore une fois, il s'agit de la classe ouvrière. Soutenir le droit des Ukrainiens ordinaires à résister à l'invasion russe ne signifie pas soutenir politiquement la classe dirigeante ukrainienne contre la classe dirigeante russe.

L'invasion de l'Ukraine par Poutine n'a fait que renforcer la position affaiblie de l'OTAN à l'échelle mondiale et lui a donné la justification d'une nouvelle expansion. Elle a également fourni au régime Zelensky une brillante occasion de mettre en œuvre toutes sortes de politiques antidémocratiques et anti-ouvrières auxquelles il faut résister et qu'il faut combattre



Résolution sur des militants SYNDICAUX BIÉLORUSSES EMPRISONNÉS

Le 19 avril marquera un an depuis l'emprisonnement des dirigeants et des militants ouvriers du Syndicat Indépendant de Biélorussie, injustement poursuivis. Pour cette raison, la plateforme Salidarnast, qui rassemble des travailleurs biélorusses en exil, convoquera un acte à Brême, en Allemagne, et à mener une campagne internationale exigeant : la libération des travailleurs emprisonnés, l'élimination des poursuites pénales.

La LIS résout :

Mèner une campagne de solidarité avec des notes, des vidéos et des salutations aux travailleurs biélorusses en exil et des actions dans les ambassades biélorusses du monde entier pour exiger la liberté des travailleurs prisonniers politiques biélorusses.

Lisez ici le document
sur l'Europe voté au
Congrès mondial de
la LIS





avec toute la force de la solidarité de classe et du programme socialiste.

La politique du défaitisme révolutionnaire n'est pas appropriée ici, car elle ne s'applique qu'aux guerres entre impérialistes, en particulier lorsqu'elles sont menées à l'échelle mondiale. Dans le cas présent, l'Ukraine n'est pas une puissance impérialiste.

En outre, malgré tout le soutien militaire et financier de l'impérialisme occidental à l'État ukrainien, l'OTAN n'est pas encore entrée directement en guerre. Ni elle ni la Chine n'ont jusqu'à présent été disposées à prendre des mesures concrètes dans ce sens. Il ne s'agit donc pas encore d'une guerre mondiale et inter-impérialiste. Mais si une telle situation se produit (ce qui serait extrêmement catastrophique et terrible), les révolutionnaires devront, bien sûr, réorganiser la politique sur la base d'une réponse avant tout à une guerre inter-impérialiste et de notre rejet de celle-ci, et à partir de là, continuer à soutenir le droit des peuples opprimés à défendre leur nation et à décider de leur destin. Si ce changement qualitatif dans le conflit inter-impérialiste se produit un jour, la direction de la LIS y répondra sur la base de son programme et de sa stratégie socialistes.

En ce qui concerne la situation actuelle de la guerre en Ukraine, nous estimons nécessaire de nous référer ici à la stratégie des maîtres marxistes dans des situations similaires. Dans le contexte de l'invasion impérialiste japonaise de la Chine semi-coloniale, Trotski avait proposé une politique de lutte contre les envahisseurs japonais pour les masses laborieuses chinoises, sans renoncer à son programme politique et à son indépendance organisationnelle

de classe. Les forces impérialistes occidentales ont été pleinement impliquées dans ce conflit et ont apporté, à différents moments, une aide financière, militaire, politique et diplomatique aux nationalistes chinois contre le Japon. Parmi elles, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie.

Pendant la révolution russe, à l'époque d'une éventuelle avancée de Kornilov vers Petrograd, les bolcheviks ont décidé de mener une lutte politique contre le gouvernement Kerensky et une lutte militaire contre les forces de Kornilov dans le cadre d'une même stratégie. Une politique similaire a été proposée par Trotski pendant la guerre civile espagnole, qui impliquait une lutte politique contre les staliniens et les sociaux-démocrates d'une part, et une lutte militaire contre les forces de Franco d'autre part. Dans toute situation similaire, il est important de prendre en compte le rapport de forces et de l'analyser dans l'intérêt de notre classe.

De toute évidence, les *gauchistes anti-impérialistes* autoproclamés, qui soutiennent et justifient directement ou indirectement l'attaque de Poutine, commettent une grave erreur. De même, l'application de la politique du *défaitisme révolutionnaire* dans ces circonstances équivaut à renforcer l'agression russe. Nombre de ces groupes sont si malavisés qu'ils refusent de reconnaître la Russie non seulement comme une puissance impérialiste, mais aussi comme un État capitaliste. De telles tendances idéologiquement intenables et opportunistes sont vouées à l'échec.

D'un autre côté, soutenir ou faire l'éloge de l'OTAN ou soutenir le gouvernement bourgeois de Zelensky en Ukraine est, dans la même

mesure, une grave erreur idéologique et politique. Notre soutien à la résistance du peuple ukrainien vient d'une position d'indépendance et d'opposition au gouvernement et en faveur des intérêts globaux de la classe ouvrière. Nous l'avons fait en dénonçant, au milieu de la guerre, les mesures du gouvernement ukrainien qui affectent les droits sociaux, syndicaux et démocratiques des travailleurs et en dénonçant toutes les politiques économiques pro-FMI ou pro-UE.

Dans les circonstances actuelles, appeler les travailleurs ukrainiens à ignorer l'agression russe et à prendre les armes contre l'État ukrainien revient à soutenir l'agression impérialiste russe. Mais si des conditions subjectives et objectives similaires à celles de la Russie en 1917 devaient se présenter, dans lesquelles les travailleurs ukrainiens pourraient vaincre l'agression russe et renverser le gouvernement Zelensky et le capitalisme en Ukraine, il ne faudrait pas hésiter un seul instant à réaliser cette tâche historique.

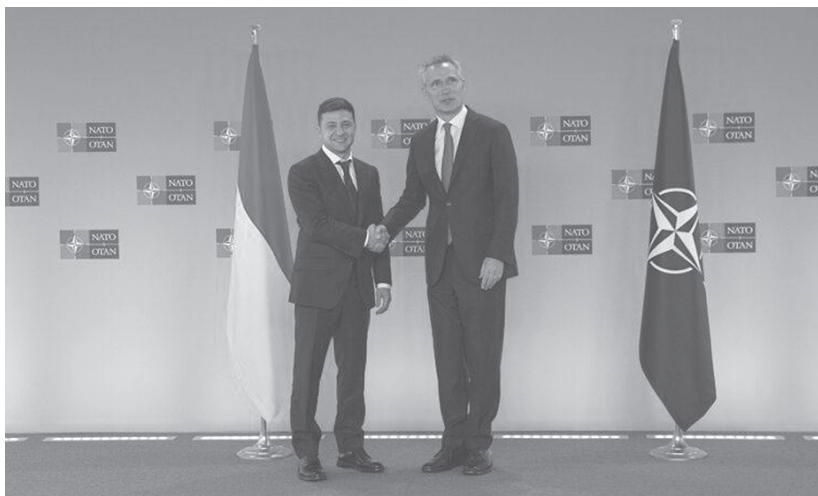
La tâche de renverser le gouvernement Zelensky en Ukraine est révolutionnaire et appartient aux seules masses ouvrières ukrainiennes. Aucune puissance étrangère n'a le droit de décider pour la classe ouvrière ukrainienne.

À l'heure actuelle, la campagne pour la fin de la guerre et de l'invasion russe de l'Ukraine doit être menée dans le cadre d'un programme anticapitaliste plus large, en commençant par le soutien de classe aux Ukrainiens ordinaires qui résistent à l'invasion russe. L'agression russe doit être condamnée et le retrait immédiat de ses troupes exigé. En effet, une victoire du peuple ukrainien affaiblira le régime de Poutine et ouvrira une nouvelle situation favorable à la très importante classe ouvrière russe et à tous les peuples d'Europe de l'Est, tout en renforçant la lutte de notre classe contre tous les gouvernements qui cherchent à mettre en œuvre des plans anti-ouvriers et anti-populaires. Sur la base de notre défense du droit du peuple ukrainien à être un pays libre, nous disons également que dans les régions des territoires de Donetsk, Luhansk et de Crimée, nous défendons le droit à l'autodétermination de leur population, sans la présence de troupes russes, pour en faire une décision véritablement démocratique.

En même temps, nous exigeons non seulement le retrait de l'OTAN de toute l'Europe de l'Est, mais aussi la dissolution totale de l'OTAN et l'annulation de tous ses pactes et plans militaires qui existent au service de sa politique ex-

pansionniste. Et nous exprimons notre rejet de toutes les politiques bellicistes de l'impérialisme occidental et des augmentations des budgets militaires dans leurs pays. En outre, nous rejetons les sanctions économiques qui affectent la vie des familles de travailleurs et de la population russe et, bien entendu, nous exigeons la liberté pour ceux qui, à l'intérieur de la Russie, luttent contre la guerre. Nous proposons également un programme d'expropriation révolutionnaire de toutes les richesses et de tous les biens des classes dirigeantes russes et ukrainiennes.

La position historique de Lénine et Trotski sur la question nationale doit être réaffirmée et une confédération socialiste volontaire de tous les peuples d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale, sans aucune résurgence de l'influence impérialiste et sans inégalité entre les peuples, doit être présentée comme la so-



lution de base. Et pour développer l'ensemble de notre politique face à la guerre, nous continuons à nous efforcer de renforcer une organisation révolutionnaire en Ukraine, comme nous le faisons avec la Ligue socialiste ukrainienne, et aussi dans le reste de l'Europe de l'Est par l'intermédiaire d'autres camarades de la LIS qui s'efforcent d'y diffuser nos positions internationalistes et socialistes.

Sur la base de cette caractérisation et de cette politique, la LIS doit continuer à promouvoir et à participer à des mobilisations et à d'autres actions solidaires dans tous les pays du monde où il soit possible, et maintenir la campagne internationale de soutien à nos camarades ukrainiens.

Partage cette note
depuis le Web



Économie mondiale : sous le signe de L'INCERTITUDE ET DE LA FRAGILITÉ

PAR MARIANO ROSA

Le deuxième congrès mondial de la LIS à Barcelone a consacré l'une de ses sessions à l'économie mondiale en tant qu'axe thématique. La veille de cette délibération, l'ordre du jour était dominé par une nouvelle alarmante pour l'élite du capital financier : l'effondrement de la Silicon Valley Bank. Cet événement, qui a anticipé une série de faillites d'autres institutions emblématiques, a semblé confirmer la nature de l'économie mondiale à ce stade : l'incertitude et la fragilité chronique. Dans cet article, nous présentons les nœuds problématiques centraux du document approuvé lors du congrès de la Ligue internationale socialiste.

La banque californienne Silicon Valley Bank (SVB) est devenue la plus grande faillite depuis la crise de 2008. Cette banque acceptait des dépôts et prêtait à des entreprises du secteur technologique américain, principalement. Cette banque a paradoxalement misé l'essentiel de ses actifs sur des papiers du Trésor américain, mais la nouvelle politique de relèvement des taux de la Fed a remis en question la stabilité de cet investissement et sa valeur a chuté. Dans un mouvement de contre-coup, en tentant de vendre pour 2 250 millions de dollars d'actions nouvelles afin de consolider son bilan, la SVB a semé la panique parmi les grandes entreprises technologiques californiennes qui avaient placé leurs liquidités dans cette banque.

Une ruée classique s'en est suivie, la banque a imposé un véritable enclos. Les actions de la société se sont alors effondrées (car une partie essentielle de sa valeur potentielle réside dans les certitudes qu'elle offre) et ont entraîné d'autres banques dans leur chute. En quelques jours, elle a été suivie par l'effondrement de la crypto-banque Signature et de First Republic. En Europe, le Crédit suisse, fort de ses 167 ans d'histoire, s'est effondré. Au cœur de l'impérialisme, l'autorité bancaire nationale a lancé un plan de sauvetage pour éviter une nouvelle effusion de sang. Il s'agit d'une éventuelle nationalisation de fait. La Banque centrale suisse a agi de la même manière.

S'agit-il des éclairs dans un ciel clair ? L'interprétation la plus juste est que nous sommes face à l'anticipation d'une probable tempête. L'importance de l'effet de levier fictif entre la valeur déclarée de nombreuses banques et leur valeur comptable réelle signifie que des fluctuations soudaines de la valeur des activités investies peuvent tout ébranler comme un château de cartes. Ce qui se passe, c'est que les banques cachent la valeur réelle de leurs pertes, ce qui amène le marché à les surestimer. En cas de ruée, les déposants se précipitent pour récupérer leurs dépôts et les banques n'ont pas l'argent nécessaire pour les rembourser. Voilà le circuit.

Selon un rapport du *Financial Times* publié il y a quelques jours, la valeur des pertes non déclarées par les banques américaines s'élève à la somme colossale de 2 000 milliards de dollars¹. Le sauvetage comme ligne directrice, à partir de la « main visible » des réserves publiques est l'opération de choix des bourgeoisies centrales depuis 2008. Le syndrome des années 1930, avec la panique de la dépression et son corrélat dans la lutte

des classes, active ces interventions d'urgence. Traduit en intérêt social, il s'agit de dilapider les ressources publiques pour soutenir artificiellement l'activité de la fraction la plus parasitaire du capitalisme.

LES SOURCES DES DISTORSIONS : 5 THÈSES SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Afin d'effectuer une analyse plus complète de l'économie mondiale et de comprendre le schéma des épisodes soudains, nous partons de cinq définitions centrales qui sont développées dans le document susmentionné :

1. Cela fait 15 ans que l'économie capitaliste mondiale ne décolle pas, en fait parce que le taux de profit est à son plus bas niveau depuis la fin du boom de l'après-guerre.
2. Pour nous, ce facteur essentiel (le *taux* de profit, c'est-à-dire la rémunération du capital sur le total investi), en baissant progressivement, génère des conséquences qui alimentent un « cercle vicieux structurel ».
3. Ce « cercle vicieux » implique qu'une faible rentabilité décourage, selon les règles du capital, l'investissement productif. Surtout, l'investissement dans la technologie baisse, de sorte que le capital se tourne vers la spéculation et accumule ainsi des tensions qui se manifestent comme de crises récurrentes, de bulles : les principales crises capitalistes de ces 25 dernières années ont été liées à ce mécanisme.
4. Le bond de la spéculation a une autre facette : il y a un élément endémique, structurel, qui est la baisse de la productivité dans l'économie. Cela pousse les capitalistes à renforcer ou à approfondir leur offensive sur la force de travail : pour compenser la faible productivité due au manque d'investissement, ils font l'impossible pour augmenter les niveaux d'exploitation du travail.
5. C'est pourquoi le modèle d'accumulation capitaliste le plus répandu n'est pas l'incorporation vertueuse de la robotique ou de l'intelligence artificielle : dans l'ensemble de l'économie mondiale, la *maquila*, la précarité sous toutes ses formes et, stratégiquement, la suppression des droits du travail en tant qu'agenda de guerre de la bourgeoisie mondiale contre la classe ouvrière et les pauvres, se développent.



Ces clés sont au cœur de toutes les distorsions de l'économie capitaliste au stade actuel.

BOURGEOISIE À COURT TERME, ENDETTEMENT, LA CHINE : QUELQUES DONNÉES

Depuis la chute du Mur, un profil dominant de la bourgeoisie hégémonique s'est approfondi : plus de court terme, plus conjoncturel et spéculatif, plus décadente en tant que classe dirigeante. Il n'y a pas de moyen terme pour elle, il n'y a pas d'investissement stratégique : c'est un joueur de roulette, de casino, il agit selon la logique du « chacun pour soi ». Quelle est la cause ultime de ce phénomène global ? **La lutte des classes** qui, bien qu'à des rythmes inégaux, n'a cessé depuis les années 2000 de montrer des vagues régionales, des remontées puissantes et a fixé des limites très fortes à l'agenda guerrier de la bourgeoisie mondiale. C'est pourquoi les capitalistes improvisent.

Il existe un autre élément clé de la situation économique mondiale, véritable maillon faible à l'échelle planétaire : **l'endettement** des entreprises privées est public. Le ratio de la dette par rapport au PIB mondial est presque deux fois plus élevé. La politique consistant à augmenter les taux d'intérêt pour « refroidir » l'économie aggrave même cette tension structurelle : elle renchérit le prix du crédit, ce qui entraîne la faillite des économies nationales, la stagnation des entreprises et met des pays entiers au bord du défaut de paiement. Cette situation découle également des « recettes » ou « conseils » du FMI et de son ingérence impérialiste usuraire, qui « audite » les pays en leur imposant davantage de coupes, d'ajustements, d'austérité, provoquant ainsi des phénomènes de polarisation, de protestations, de révoltes, de rébellions, de crises. C'est pourquoi nous affirmons que la dette est l'un des maillons faibles de l'économie mondiale.

La Chine, sous son aspect économique, est une autre question que nous abordons : dans le document nous essayons de fournir des données, des informations, de risquer certaines hypothèses, de décrire et d'établir un parallèle historique pour expliquer le point où en est « économiquement » la tension/différend interimpérialiste avec les États-Unis. Pour nous, il s'agit probablement du phénomène géopolitique le plus important de la situation mondiale et, en même temps, il est encore en cours de maturation. Car la Chine est encore en train de cumuler économiquement afin de faire le saut vers une confrontation ouverte pour l'hégémonie. On se trouve dans une transition incertaine et ouverte, alors même qu'on



couve un affrontement potentiellement décisif.
**SORTIR DU LABYRINTHE (CAPITALISTE)
 PAR LE HAUT**

Toutes les prévisions confirment l'horizon de stagflation chronique, comme expression dans l'économie d'une sorte d'impasse instable sur le terrain de la lutte des classes. Incapable d'imposer son plan de guerre, mettant en échec la classe ouvrière et le mouvement de masse sur toute la ligne (comme le prouvent la France, les grèves en Angleterre ou les révoltes en Amérique latine), le capital intervienne « par le haut » en ajustant la rentabilité par l'inflation des prix ou en refroidissant face à la panique du trop-plein, avec la manipulation des taux d'intérêt. **A moyen terme, l'hypothèse est celle de la fragilité capitaliste, de l'incertitude, du chaos. Un scénario grand ouvert, pour disputer une autre issue avec un autre contenu de classe.**

En termes historiques, d'étape politique, disons que le capitalisme bloque le processus de

développement civilisationnel. Le débloquer implique de s'interroger sur les limites du capital. Il y a donc une issue, mais elle s'inscrit dans la construction d'un autre tissu économique. En termes programmatiques immédiats, les clés en sont : un programme contre les dettes ; une sortie de la spéculation et de la crise bancaire ; une plate-forme contre la vie chère et le chômage ; enfin, une réorganisation en profondeur face à l'anarchie de cette économie de l'incertitude et du contre-coup à court terme.

Si on parle de la dette, la voie à suivre est catégorique : suspension de tous les paiements, audit et publicité sociale pour mobiliser la société et soutenir une mesure souveraine. Parallèlement, promouvoir un front international des pays débiteurs.

Le casino du capital fictif nécessite également une main forte : nationaliser toutes les banques privées, les centraliser et accompagner cette mesure d'une appropriation publique du commerce extérieur. Les leviers de crédit d'une politique économique indépendante et de classe, et la boutonnière des relations internationales, doivent passer des mains de l'actuelle minorité privilégiée à la majorité laborieuse. Sans aucun doute.

Face au chômage et à la pauvreté : plan massif de travaux publics, réduction du temps de travail avec salaire égal. Travailler moins pour que tout le monde puisse travailler.

Et enfin, reconvertir la matrice générale de production : comme l'a montré l'histoire économique du 20ème siècle et jusqu'à présent du 21ème siècle, la demande de biens n'équilibre pas l'offre. C'est une fausse prémisse de la science économique capitaliste vulgaire. Il y a désordre, anarchie et gaspillage, parce que le capital produit et que, de toute façon, cette cristallisation du travail socialement nécessaire peut ou non être justifiée a posteriori si quelqu'un achète le bien sur le marché. La vision socialiste est inverse : nous partons du calcul social des besoins réels, et à partir de là, nous planifions démocratiquement la production et organisons la consommation sur la base de ce paramètre, en y ajoutant, face à l'héritage écocide du capitalisme, la conscience des limites d'une nature dévastée. C'est dans ce termes que nous pensons, c'est dans cette orientation que nous militons. 🐞

<https://www.ft.com/content/09bf-bb8d-22f5-4c70-9d85-2df7ed5c516e>

**Lisez ici le document
 sur l'économie voté
 par le Congrès
 de la LIS**



Résolution sur le mouvement SOCIO-ENVIRONNEMENTAL: POLITIQUE ET ORIENTATION

Comme l'exprime le document sur le sujet présenté à ce II Congrès mondial, nous sommes peut-être en train d'assister à un moment historique sans précédent, car le système capitaliste, dans une phase de décomposition écocidaire, place la civilisation humaine telle que nous la connaissons dans un véritable dilemme d'époque. Les conditions qui ont rendu possible l'habitabilité de la planète sont remises en question et menacent de changer d'une manière difficilement réversible, et en même temps, cette dialectique que Marx appelle dans

gir avec l'avant-garde du secteur. La LIS et ses sections doivent accorder de l'importance à ce front pour plusieurs raisons :

- Car le phénomène objectif de destruction écologique et d'impacts sociaux est global : aucune région de la planète n'échappe aux conséquences de cette dynamique.
- La question mobilise a des franges d'avant-garde, sauf dans certains pays, avec les grèves dites climatiques qui ont été massives. Cependant, en raison de catastrophes humanitaires telles que les incendies en Australie ou en Amérique du Sud, les inondations au Pakistan et récemment au Brésil, les ouragans dans les Caraïbes, les vagues de chaleur infernales et même les pandémies en tant que calamités récurrentes, la sensibilité à ces questions a gagné en sympathie parmi des pans entiers de la population et dépasse désormais le caractère d'une préoccupation limitée à de petites niches de spécialistes pour s'inscrire dans l'agenda politique mondial.
- Car il y a une escalade des assassinats de militants socio-environnementaux, aux mains des forces paramilitaires, des gangs privés de propriétaires fonciers et des grandes entreprises. Rien qu'en 2022, 1 733 militant.e.s ont été assassiné.e.s : le Brésil, la Colombie, les Philippines, le Mexique et le Honduras sont les pays qui comptent le plus grand nombre de cas.
- Car sur le terrain de la dispute idéologique, la bourgeoisie impérialiste utilise des événements d'impact international pour fixer l'agenda, construire un sens commun de masse et masquer les responsabilités du système capitaliste dans l'écocide en cours. Ainsi, les sommets sur le climat (la COP qui a lieu chaque année dans différents pays) sont devenus un point de référence pour la réalisation des contre-sommets du mouvement socio-environnemental. En 2025, le Brésil accueillera probablement la COP 30 à Belém do Pará.



Le Capital « le métabolisme entre l'humanité et la nature » est totalement en crise, fracturée. Par conséquent l'énorme défi auquel nous sommes confrontés en tant que socialistes est de lutter pour la destruction du capitalisme par le biais d'une révolution sociale profonde, qui jette les bases d'une transition de la matrice productive vers une autre qui tienne compte des limites des écosystèmes planétaires.

La tâche de la gauche est de répondre au niveau de la théorie et de la politique, du programme, de l'orientation et de la tactique de la construction militante face à un phénomène sans précédent. Nos prémisses sont d'intervenir fermement sur les principes et la stratégie, mais avec une flexibilité non dogmatique lorsqu'il s'agit d'interpréter les nouveaux problèmes et d'inter-

- La bourgeoisie mondiale a compris que la question est urgente et préoccupe sa classe, non pas tant en raison de l'avenir de la planète, mais parce qu'elle devient un facteur de perturbation de ses affaires, ajoute des contradictions à la situation sociale et politique polarisée et approfondit la méfiance à l'égard de la politique capitaliste, de ses États, régimes, gouvernements, partis et bureaucraties syndicales. Ainsi, à partir de leurs appareils d'idéologie fausse pour construire du sens commun réformiste de masse, ils propagent toutes sortes de récits confusionnistes. Même dans le camp de la gauche et des activistes, des conceptions politiques se multiplient qui conduisent à une adaptation au *statu quo* ou qui nourrissent des attentes dans des variantes qui ne remettent pas en question le régime de propriété capitaliste, ses frontières nationales, l'anarchie de la production et l'objectif anti-humain de l'accumulation privée dans le cadre des règles du système. Ce pourquoi la lutte idéologique pour un programme révolutionnaire de transition sur cette question est cruciale.

COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE, LE II CONGRÈS DE LA LIS RÉSOUT :

- 1) Participer aux luttes et aux actions qui ont lieu sur ces questions, avec nos propres mots d'ordre et profil dans tous les pays et régions où nous sommes présents en tant que LIS. Cela inclut également la participation au niveau international, avec des mots d'ordre unifiés, aux actions globales d'unité d'action qui soient convoquées.
- 2) Élaborer davantage sur le plan théorico-politique et répondre aux débats par des articles et des publications. Préparer du matériel pour des cours, des ateliers, des séminaires, la formation interne. Accorder une importance particulière au développement de notre vision pour le secteur sur le rôle de la classe ouvrière dans la lutte pour la transition, les mécanismes de la révolution sociale et la construction du parti pour la lutte pour le pouvoir politique afin de réorganiser la société sur de nouvelles bases.
- 3) Intégrer la dénonciation des crimes des activistes socio-environnementaux et participer aux actions menées dans les pays où existent des organisations de la LIS.
- 4) Soutenir l'initiative et signer l'appel au Contre-sommet lancé par Revolução Socialista (section brésilienne de la LIS) avec des syndicats, des associations et des mouvements écologistes. Les informations relatives à son organisation, ainsi que les dates, seront partagées au niveau international.
- 5) Lorsque nous en avons la possibilité et la force, miser sur la construction d'une tendance ou d'un courant révolutionnaire organique au sein du mouvement socio-environnemental. Cela implique une politique spécifique pour tenter d'influencer le cours du mouvement là où nous agissons, et en même temps, de faire de la propagande pour notre programme de base, afin de recruter.
- 6) Outre la participation aux débats et aux rencontres nationales et régionales qui s'organisent, afin d'intervenir dans le cadre de notre programme, **convoquer une II Rencontre socio-environnementale mondiale de la LIS** en juin, en prenant comme point de référence la première que nous avons organisée, dont le bilan a été très positif. 🐝

Lisez ici le document
environnemental voté par le
Congrès de la LIS



Résolution sur l'actualité des LUTTES DE GENRE ET LA POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

1. Entre 2015 et 2020, avec de fortes inégalités par pays et par région, une nouvelle vague de lutte féministe mondiale s'est développée : la quatrième vague de l'histoire contemporaine. Avec son épicerie aux États-Unis, en Amérique latine et en Europe, elle avait une portée internationale. Les principales revendications étaient la lutte contre la violence machiste, pour le droit à l'avortement et pour l'égalité des salaires, entre autres. Dans une moindre mesure, on a eu à une montée parallèle du mouvement LGBT pour l'égalité des droits.

La quatrième vague a été un processus progressif d'organisation et de mobilisation, de composition policlassiste, pour la défense des droits des femmes, pour leur réalisation effective et leur extension. Une avant-garde de jeunes radicalisées a émergé, ouverte aux idées anticapitalistes et révolutionnaires, qui rapidement tire ses conclusions sur les institutions bourgeoises et constitue une carrière de recrutement militant. Depuis 2017, la vague a établi la Grève internationale des femmes et des dissidences du 8 mars, une méthodologie de la classe ouvrière, qui comprend aujourd'hui des marches et des actions dans environ 80 pays.

À l'heure actuelle, bien qu'en raison de cette quatrième vague il y a plus de conscience sur

des thèmes de genre chez des franges de masses, l'apogée du mouvement ne tient pas mais nous traversons un certain reflux dû à la combinaison de trois raisons : a) quelques acquis concrets comme produit des luttes, b) la pandémie de coronavirus, et c) dans une moindre mesure, la contre-offensive réactionnaire politique et religieuse anti-droits. Néanmoins, des processus de lutte des femmes et des LGBT sont en cours dans plusieurs pays, mais ils n'ont pas encore atteint l'ampleur, la magnitude et la radicalité de la période précédente.

2. Quand on parle de *féminisme* d'une manière courante, on fait référence à un mouvement large et diversifié pour les droits des femmes et contre l'oppression machiste, un mouvement dont la nature est policlassiste. C'est pourquoi il est d'une grande importance politique pour notre courant de nous définir et de nous présenter non seulement en termes de genre en tant que *féministes* mais de manière différenciée et intégrale, c'est-à-dire en tant que *féministes socialistes* ou *féministes révolutionnaires*. Il en est ainsi parce que nous concevons la lutte pour ces droits comme une partie inséparable du combat politique général contre le système



capitaliste et l'exploitation de classe, qui à la fois soutient et bénéficie de l'oppression patriarcale.

Ne pas le faire reviendrait à ne pas se distinguer ou s'adapter aux différents courants politiques bourgeois, réformistes ou dits *identitaires* qui agissent avec un poids relatif plus ou moins important dans chaque pays, tous défenseurs du capitalisme et de la conciliation des classes et donc ennemis de la révolution socialiste. Nous reviendrons sur ces aspects aux points 8 et 9 de ce texte.

3. En termes d'avancées en matière de genre, par exemple, le droit à l'avortement a été obtenu en Irlande (2018), en Islande (2019), en Argentine, en Nouvelle-Zélande (2020), en Australie, en Corée du Sud, en Thaïlande (2021) et en Colombie (2022). Des lois contre le harcèlement sexuel de rue ont été votées au Pérou (2015), en France (2018) et au Chili (2019), au Pakis-



tan contre les *crimes* dits d'honneur (2016), en Équateur contre les violences sexistes et sexuelles (2017), au Mexique contre le harcèlement numérique (2017), au Soudan contre les mutilations génitales féminines (2020). Et le mariage égalitaire a été obtenu en Irlande (2015), en Colombie (2016), en Finlande, en Allemagne, en Australie (2017), en Autriche, à Taïwan, en Équateur (2019), en Grande-Bretagne, au Costa Rica (2020), au Chili, en Suisse, à Cuba et au Mexique (2021), et la loi trans dans l'État espagnol (2023).

Quant à la pandémie, elle a intensifié toutes les inégalités structurelles du système capitaliste. Ainsi, les niveaux de pauvreté et de chômage -qui touchent davantage les femmes- ont augmenté, tout comme le travail domestique gratuit et les violences sexistes et sexuelles, y compris leur pire expression : les féminicides. La pandémie a également mis sur le devant de la scène le personnel de la santé, d'une haute composante féminine, qui

a été au centre de luttes fortes dans de nombreux pays.

Quant à la contre-offensive anti-droits, elle est l'une des expressions de la polarisation sociale et politique plus large. En 2021, le gouvernement taliban en Afghanistan a renforcé toutes les règles discriminatoires à l'égard des femmes dans l'éducation, le travail et d'autres domaines ; dans l'ouest du pays il y a des familles dans la misère qui vendent même leurs fillettes pour survivre. New Delhi reste la capitale mondiale des viols. En 2022, la Cour suprême des États-Unis a annulé l'arrêt historique *Roe v. Wade*, autorisant des lois anti-choix dans plusieurs États. Et les gouvernements de droite en Pologne, en Hongrie, en Russie et dans d'autres pays d'Europe de l'Est ont fait des avancées contre le droit à l'avortement et les personnes LGBT. Dans leurs discours, le fondamentalisme politico-religieux et l'extrême droite incluent des attaques directes contre ce qu'ils appellent des *idéologies de genre*.

4. Le point culminant actuel de la lutte féministe au niveau mondial est la mobilisation des femmes en Iran contre le port obligatoire du foulard islamique, le *hijab*, avec les jeunes femmes en première ligne. Elle a débuté en septembre 2022 face au meurtre de la jeune femme kurde Mahsa Amini par la police religieuse. Cette revendication féministe et démocratique a reçu un fort soutien social et a en même temps servi de déclencheur au profond mécontentement populaire qui s'était accumulé, donnant lieu à une rébellion contre le régime dictatorial, capitaliste et théocratique des *mollahs*, bien qu'elle ait été pour l'instant étouffée par la répression. La récente intoxication au gaz de 600 filles dans des lycées qui étaient à l'avant-garde de la lutte contre le voile, a entraîné plusieurs manifestations étudiantes, un rejet social et un impact international.

En même temps, dans les pays impérialistes où le port du voile est interdit en tant que composante de la politique anti-immigré.e.s et anti-islamique, comme en France, nous défendons le droit des femmes à décider : « *mon corps, mon choix* ».

Dans d'autres régions du monde, les droits des femmes sont encore plus à la traîne. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, par exemple, les mariages arrangés, c'est-à-dire les mariages forcés et précoces pour les femmes, sont encore courants. En Afrique centrale, la pratique des mutilations génitales féminines. Dans plusieurs pays du monde arabe et du sous-continent indien, les *crimes* dits d'honneur, véritables féminicides. Et dans

une grande partie d'entre eux, les préjugés, la discrimination et la persécution de l'homosexualité.

5. L'Amérique latine reste un centre en matière de lutte féministe et LGBT, avec l'Argentine comme une référence. Par exemple, la Rencontre nationale, qui réunit chaque année plus de 50 000 femmes de toutes les sphères sociales et politiques, y compris des partis capitalistes, appelle entre autres à « *construire des féminismes anti-patriarcaux, anticapitalistes, anti-impérialistes et anticléricaux* ». Malgré tout, le 8M, il y avait des marches divisées : une du péronisme et une autre de la gauche. Et lors de la dernière Marche des Fiertés, organisée par une soixantaine de groupes pour la plupart péronistes, la ministre péroniste nationale en matière de genre a été huée pour son inaction.

Au Brésil, les groupes féministes ont soutenu la campagne de Lula, mais le virage anti-avortement pris par lui ces dernières semaines sous la pression des secteurs religieux a ouvert des contradictions. En Colombie, la situation était similaire avec le gouvernement Petro et Francia Márquez, mais une certaine déception commence à s'installer. Au Chili, la rébellion de 2019 a imposé la parité des sexes à l'Assemblée constituante, mais la Coordination 8M s'est bureaucratisée et a fini par soutenir le pacte institutionnel de Boric avec la droite, qui a favorisé cette dernière. La dictature d'Ortega-Murillo, dans le cadre de sa répression générale, a interdit 40 organisations féministes ; ce sont d'ailleurs les femmes qui y mènent la lutte pour les droits humains.

Aux États-Unis, depuis l'arrêt, la lutte pour le droit à l'avortement se pose à nouveau. En 2022, les principaux groupes de défense du genre, comme Womans March et Planned Parenthood, proches du Parti démocrate, ont tout canalisé vers l'élection législative. C'est en partie pour cela que le PD a conservé le contrôle du Sénat et a évité une défaite cuisante à la chambre basse. Au Texas et en Floride, les républicains mènent une croisade conservatrice avec des projets de loi anti-droits, comme l'interdiction de matériel scolaire sur les droits LGBT. Cela a suscité quelques protestations, mais localisées et insuffisantes pour stopper l'offensive.

6. Quant au Vieux Continent, la polarisation est évidente. Par exemple, un réseau chrétien de droite, Agenda Europe, est actif dans 30 pays, prônant le « rétablissement de l'ordre naturel » et des campagnes anti-droits.

En France, il existe le mouvement féministe Nous Toutes, anti-violence machiste, ré-

formiste, qui organise des marches de 50 000 personnes. Il y a aussi les groupes plus radicaux Grève féministe 8M et Pink Bloc. En réponse à l'arrêt américain, le parlement français a voté l'inscription dans la Constitution de « *la liberté des femmes d'interrompre leur grossesse* ». Le 7 mars c'était la grève générale contre la réforme des retraites, poursuivie le 8 mars par la grève féministe qui correctement avait ce même mot d'ordre (convoquée par des groupes féministes et des syndicats), le 9 par la manifestation jeune, le 11 par une autre journée nationale de lutte et se poursuit...

En Grande-Bretagne, qui est secouée depuis des mois par une vague historique de grèves, les femmes occupent une place importante dans les luttes syndicales -en particulier les infirmières et autres travailleurs de la santé- et dans les luttes de quartier contre les hausses de tarifs des services publics.

Dans l'État espagnol, la même chose se produit dans la lutte de la santé publique. Par ailleurs, la réforme de la loi anti-violence divise l'alliance PSOE-Podemos au pouvoir. Ses ambiguïtés auraient pu être évitées si les organisations féministes avaient été consultées au préalable. La récente loi sur les trans et un projet de loi sur la prostitution suscitent le débat en raison de la pression exercée par le secteur *radfem*, totalement anti-trans et abolitionniste.

En Ukraine, au milieu de la désorganisation totale de la vie quotidienne causée par la guerre, les femmes participent activement à la résistance contre l'invasion impérialiste russe.

7. En Chine, pour contenir l'avancée démographique, la bureaucratie restaurationniste a imposé de 1980 à 2015 la politique de « l'enfant unique », de préférence masculin. Cela a conduit à un vieillissement de la population. C'est pourquoi depuis 2016, le gouvernement est passé à la ligne « deux enfants », fait campagne pour la « famille socialiste », a adopté une nouvelle loi contre la violence domestique et la ligue de la jeunesse communiste a même lancé une plateforme de rencontres en ligne. Dans le même temps, dans plusieurs provinces, le droit à l'avortement a été restreint et le congé de maternité a été prolongé. Bien qu'une forte tradition patriarcale persiste, les jeunes femmes des grandes villes recherchent une plus grande indépendance, se marient plus tard et doutent de plus en plus que le mariage soit une garantie de promotion sociale : le nombre de mariages diminue, tandis que le nombre de divorces augmente, principalement à la demande des femmes. Si le gouvernement échoue dans sa politique nataliste et s'engage contre le droit à l'avortement, il sera

en conflit avec ces nouvelles générations de femmes.

Dans la classe ouvrière, qui a la particularité d'avoir une composition féminine à 54%, les femmes - comme dans le monde entier - souffrent de salaires plus bas, de plus d'exploitation et de précarisation et du harcèlement au travail. Le 8 mars 2018, le gouvernement a interdit le site indépendant Voix féministes sur les deux principales plateformes de médias sociaux : Weibo et WeChat.

8. Pour les socialistes révolutionnaires, il est essentiel d'intervenir sans sectarisme dans les luttes et les mouvements des femmes et des personnes LGBT avec un double objectif : développer la mobilisation et construire nos organisations, toujours en conflit avec les directions réformistes ou d'autres concurrents. Comme nous l'avons déjà dit, il s'agit de mouvements à caractère policlassiste auxquels participent des courants prônant la conciliation des classes ou d'autres idéologies erronées. Parmi les principaux concurrents, nous pouvons signaler :

- Le réformisme de toutes sortes (PS, PC, centre-gauche, néo-réformisme). Leurs appareils ont encore un poids prépondérant ou conservent une certaine influence et leur stratégie consiste à essayer de ralentir et de détourner les processus progressifs de lutte et d'organisation vers les canaux institutionnels.
- Le féminisme « radical » ou *radfem*, qui est apparu dans les années 60 et 70 mais qui a gagné en force depuis le postmodernisme dans les années 90. Il place le patriarcat et l'homme-macho comme ennemi principal, omettant le cadre de la division en classes sociales et étant donc fonctionnel au capitalisme. Elles sont très anti-partis, surtout contre la gauche révolutionnaire.
- Les politiques d'*identité* ou *identitaires*. En donnant la priorité politique et organisationnelle aux différences existantes (race, genre, orientation sexuelle, migrantes), au lieu de l'unité, elles conduisent au divisionnisme et affaiblissent ainsi les luttes. Comme les *radfem*, ce sont des secteurs ouvertement anti-gauche révolutionnaire.
- La conception mandeliste. Elle postule un mouvement féministe « autonome » (on ne sait pas bien de qui) et considère en fait la classe ouvrière comme un mouvement de plus, au même titre que les mouvements féministes, LGBT, écologistes ou antiracistes, ce qui dilue son rôle stratégique dirigeant.

9. Face à ces positions erronées, depuis la LIS et nos sections nationales, nous postulons un féminisme militant socialiste et révolutionnaire, dans certains cas à travers des organisations spécifiques du parti. Nous évitons également l'abstentionnisme sectaire face à ces luttes : avec une moyenne de plus de 40% de femmes, plus les gays et les personnes non binaires, plus un chômage et précarité plus élevés et des revenus plus faibles, les questions de genre font partie du quotidien de la classe ouvrière. En ce sens, et sachant qu'il y a généralement une plus grande réception parmi les jeunes et la classe moyennes, nous devons porter notre politique et notre programme de genre vers les travailleuses et l'ensemble du monde du travail

Bien que son émergence soit beaucoup plus ancienne dans l'histoire, le patriarcat n'existe pas aujourd'hui indépendamment du capitalisme. L'oppression patriarcale de genre est intrinsèque à l'exploitation capitaliste de classe, puisque le travail domestique féminin non rémunéré est rentable pour la bourgeoisie qui prend soin de la main-d'œuvre actuelle et future. La valeur économique de ce travail se situe entre 15 et 25% du PIB selon les pays. C'est pourquoi notre bataille politique consiste à proposer un *programme de transition* qui, partant des besoins concrets en matière de droits de genre dans chaque pays, cherche à établir un pont entre ces revendications et la lutte de classe et révolutionnaire contre le gouvernement, le régime et le système capitaliste pour ouvrir la voie à une société égalitaire, sans exploitation ni oppression : le socialisme, et pour cela la nécessité de construire un parti révolutionnaire. La lutte pour la laïcité de l'État et contre toute oppression ou persécution religieuse fait également partie de notre programme politique lié aux questions de genre.

De même, dans le cadre de notre propagande politique, il est important de diffuser l'exemple de la Révolution russe et du premier gouvernement bolchevique sous la direction de Lénine et Trotski, avec ses réalisations inédites à l'époque en matière de genre : égalité des salaires et des droits politiques pour les femmes, droit à l'avortement et au divorce, égalité des enfants intra- et extraconjugaux ; ouverture de crèches, de cantines et de laveries populaires pour soulager les tâches domestiques, dépénalisation de l'homosexualité, séparation totale de l'Église et de l'État, entre autres avancées. 🍌

Partage cette note
depuis le Web



Forte PARTICIPATION AFRICAINNE au 2ème Congrès de la LIS

La participation de camarades d'Afrique, le débat sur ce continent et les perspectives d'intervention et de construction de la LIS la-bas ont constitué une partie importante du 2ème Congrès de la Ligue internationale socialiste.

L'intégration récente de la Ligue socialiste révolutionnaire (RSL) du Kenya dans la LIS et l'engagement continu de celle-ci en faveur de la cause sahraouie ont joué un rôle clé dans la structuration naissante de l'Internationale sur ce continent très important.

Le poids de l'Afrique dans l'événement était évident dès le départ, avec les camarades Ezra du Kenya et Chaia du Sahara occidental assis à la table de direction du congrès. La présence et la participation d'autres camarades de la RSL du Kenya et d'Empreintes africaines du Tanzania ont renforcé ce fait.

Déjà dans les bulletins de discussion, les camarades de la RSL avaient contribué à d'importants débats sur le panafricanisme révolutionnaire et sur les débats du marxisme scientifique avec le soi-disant « socialisme africain ». Le premier explique la lutte des révolutionnaires contre le panafricanisme bourgeois et ethnocentrique pour un mouvement panafricain de classe, socialiste et révolutionnaire. La seconde examine les débats avec divers dirigeants de la lutte pour l'indépendance de l'Afrique et leurs tentatives de développer une idéologie socialiste adaptée à leur réalité.

Dans ces textes, et plus encore dans les rapports et la discussion sur le point Afrique au congrès, l'importance de ce continent géant pour la révolution mondiale et la grande opportunité qu'il représente pour la construction d'organisations révolutionnaires ont été entre-

vues. L'émergence d'une avant-garde de jeunes radicalisés à travers le continent depuis les rébellions du Printemps arabe, et le vide laissé par la désintégration du stalinisme, ouvrent de grandes opportunités pour la LIS.

Les camarades de la RSL, d'Empreintes



africaines et de la jeunesse sahraouie font partie de cette avant-garde, et les contacts qu'ils ont dans le reste du continent constituent un grand défi pour faire avancer l'organisation de l'avant-garde africaine. C'est pourquoi la principale résolution proposée par les camarades et adoptée par le congrès était la tenue du premier Congrès panafricain de la LIS avec la participation d'organisations et de camarades du Kenya, de Tanzanie, du Ghana, d'Afrique du Sud, du Nigeria, de Namibie, du Soudan, du Burkina Faso, du Sénégal, du Zimbabwe, de l'île Maurice et de quelques autres pays.

La résolution visant à intensifier la campagne de solidarité de la LIS avec le Sahara oc-



Résolution sur L'AFRIQUE

1. Premier congrès panafricain de la Ligue internationale socialiste. Compte tenu de l'opportunité importante de construire et d'étendre la LIS sur le continent africain et des contacts concrets que la Revolutionary Socialist League (RSL) du Kenya entretient avec des organisations dans différents pays, la RSL accueillera le premier Congrès panafricain de la LIS en juillet 2023.

2. Révolution Njaa. Compte tenu de la campagne Révolution Njaa (révolution *de la faim*) en cours, menée par la RSL au Kenya, qui exige du gouvernement qu'il abaisse et contrôle les prix des denrées alimentaires et fournisse une aide alimentaire aux millions de Kenyans qui se trouvent dans une situation d'urgence alimentaire aiguë, avec des mobilisations régulières et la collecte et la distribution de denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité aux communautés du nord du pays touchées par la sécheresse la plus grave depuis quatre décennies. La LIS s'engage dans la campagne de la Révolution Njaa et y participera pour aider à lutter contre la crise de la faim au Kenya.

3. Congrès de fondation du Parti des Travailleurs du Kenya. Etant donné que la RSL est en train de s'enregistrer en tant que parti légal au Kenya cette année et qu'elle fondera le Parti des Travailleurs de Kenya dans les mois à venir. Les camarades de la

cidental, également adoptée, n'est pas étrangère à cette orientation. La cause de la libération de la dernière colonie africaine est fondamentale, très sensible à travers le continent, et sera au cœur de la politique et de l'activité de la LIS en Afrique. Il en va de même pour la résolution sur l'oppression de genre. Nous partageons l'intégralité de la résolution :

LIS sont donc invité.e.s au Congrès de fondation du Parti des Travailleurs du Kenya en septembre.

4. Propagande sur l'Afrique. Compte tenu de la riche discussion sur l'Afrique lors de ce 2ème congrès de la LIS, de l'opportunité qui s'offre à la LIS en Afrique et de la nécessité pour les militants de toutes les sections de la LIS d'élargir leur connaissance de l'histoire, de la situation actuelle et des débats de la lutte des classes et de la gauche en Afrique, la RSL fournira du matériel de lecture révolutionnaire à cette fin.

5. Campagne de solidarité avec le Sahara Occidental. Compte tenu de la continuité de la résistance héroïque du peuple sahraoui contre l'occupation du Sahara Occidental par le Royaume du Maroc, de la reconnaissance par le Maroc de l'Etat d'Israël et de son usurpation du territoire sahraoui, du revirement de l'Etat espagnol en faveur de l'occupation, de l'avancée du travail politique de la LIS et de la campagne permanente de solidarité avec le peuple sahraoui que la LIS maintient, la LIS décide d'intensifier cette campagne pour le retrait du Royaume du Maroc et l'autodétermination du peuple sahraoui.

6. Oppression de genre en Afrique. Compte tenu des particularités et de la gravité de l'oppression de genre en Afrique, où la lutte contre les mutilations génitales, le mariage des enfants, le fémicide, le viol et d'autres violences et discriminations à l'encontre des femmes et des personnes LGBTI+ est en jeu, la LIS intégrera ces particularités dans son programme et sa politique pour la région afin de renforcer la formation et l'intervention de nos sections. ✊

Partage cette note
depuis le Web



Le nouveau gouvernement d'Israël, un révélsif pour toute la région

Plus que jamais, DÉFENDONS LA CAUSE DE LA PALESTINE

1. Dans une expression particulière de la polarisation politique globale, les élections législatives de novembre dernier dans l'État d'Israël ont été remportées par le Likoud : un parti d'ultra-droite et anti-palestinien dirigé par Benjamin Netanyahu. Au Parlement (Knesset), le Likoud s'est allié à cinq forces d'ultra-droite et ultra-religieuses : Shas (séfarade), Judaïsme unie de la Torah (ashkénaze), Sionisme religieux et Pouvoir juif (raciste et anti-musulman) et Joie (anti-LGBT). Avec une majorité de 64 députés sur 120, la coalition ultra-sioniste a formé gouvernement et a nommé Netanyahu Premier ministre, qui y siège pour la troisième fois.

Cette élection était la cinquième en trois ans compte tenu de la situation économique et politique très instable d'Israël. Le précédent gouvernement de Yair Lapid ayant mis en œuvre des plans d'ajustement et aggravé la crise, il y a eu un vote de sanction par la droite. Son parti laïc de centre-droit Il y a de l'avenir dispose de 24 sièges sur les 56 de l'opposition. Dix-huit autres sont détenus par deux forces similaires : Unité nationale et Israël notre foyer (juifs d'origine russe). Et l'ensemble du « centre-gauche » sioniste a perdu des voix et des sièges : les travaillistes sont passés de 7 à 4 députés, les deux listes arabes de 12 à 10, les sociaux-démocrates et les islamistes ont été exclus du parlement après avoir échoué à franchir le seuil de 3,25%.

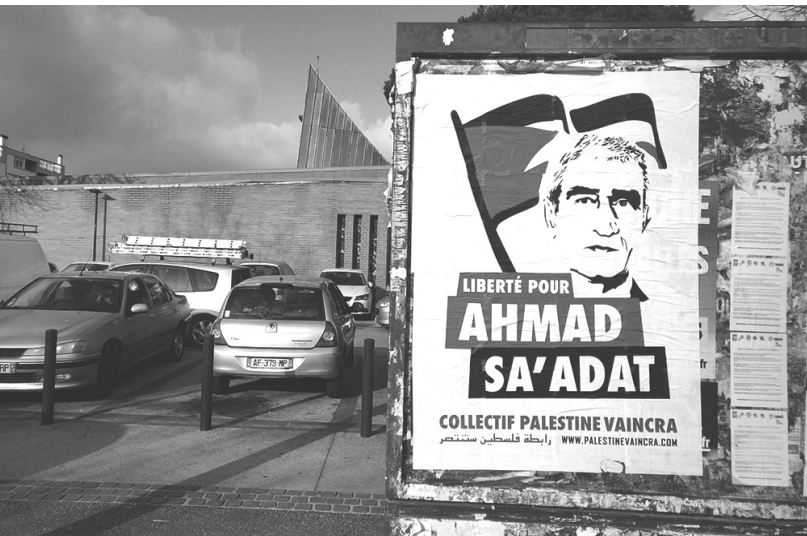
2. Parmi les actions et les projets du gouvernement Netanyahu, dont le discours est le plus ouvertement fasciste depuis la création de l'État d'Israël en 1948, nous pouvons souligner les suivants :

- Depuis leur prise de fonction à la fin de l'année jusqu'à le 5 mars, les forces sionistes ont tué environ 60 Palestiniens, dont 15 mineurs, lors de bombardements de la bande de Gaza, d'opérations armées dans d'autres camps de réfugiés et d'expulsions violentes en Cisjordanie pour annexer davantage le territoire palestinien.
- Subordonner la police au ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir, huit fois condamné pour incitation au racisme et au terrorisme anti-palestinien, qui contrôle également la Garde natio-



nale -une force civilo-militaire « anti-terroriste ». Ben-Gvir propose de faciliter le tir d'armes à feu par la police.

- Neuf colonies juives en Cisjordanie, déclarées illégales par la Cour, sont légalisées et 10 000 nouvelles logements de colons sionistes sont prévues. Interdire formellement aux Palestiniens de vivre dans des villes ou des quartiers réservés aux Juifs. Refuser les permis de construire aux Palestiniens et aux Syriens à Jérusalem, en Cisjordanie, dans le Néguev et sur le plateau du Golan.
- Il a été approuvé de retirer la citoyenneté ou la résidence israélienne à toute personne qui reçoit une quelconque subvention du gouvernement palestinien.



- Soumettre la Cour suprême au Parlement : à la majorité simple, celui-ci pourrait annuler des arrêts ou valider des lois que la Cour jugerait inconstitutionnelles. Et la fonction de procureur général serait supprimée, Netanyahu pourrait donc nommer le procureur d'État et ainsi éviter ses poursuites pour corruption.
- Fermer la chaîne d'information publique Kan.
- Interdire les drapeaux palestiniens dans les universités ou autres institutions financées ou subventionnées par l'État israélien. S'ils ne sont pas encore interdits, la police les retire de l'espace public.

- Interdire toute liste ou candidature électorale « *qui nie l'existence d'Israël en tant qu'État juif et démocratique ou qui soutient le terrorisme* » et autoriser les listes et les candidats qui postulent la suprématie juive.
- Imposer la peine de mort aux « terroristes » palestiniens, une définition qui inclut ceux/celles qui jettent des pierres sur des soldats israéliens armés.
- Augmenter les subventions de l'État aux écoles juives, subventionner des événements où règne la ségrégation sexuelle, refuser qu'Israël adhère à la Convention internationale d'Istanbul contre les violences de genre.
- Taxer les dons étrangers aux ONG de solidarité pacifique avec la Palestine. Cela nuirait aux groupes sionistes libéraux ou anti-occupation : Paix maintenant, Fond nouveau Israël, Rompre le silence, Ensemble Debout, Regarder l'Occupation dans les Yeux.

3. Ces mesures et plans en cours du gouvernement israélien approfondissent une offensive réactionnaire qui a connu une étape importante en 2018, Netanyahu étant également Premier ministre, lorsque le Parlement a durci plusieurs de ses *lois dites fondamentales* de rang constitutionnel :

- Israël s'autodéfinit comme l'*État-nation du peuple juif*.
- L'hébreu est la seule langue officielle, et non l'arabe, qui l'était aussi autrefois.
- Sur le territoire israélien, seuls les Juifs ont le droit à l'autodétermination.
- Les colonies sionistes illégales dans les zones palestiniennes sont *d'intérêt national*.
- La capitale israélienne est l'ensemble de Jérusalem, ce qui viole le critère de l'ONU selon lequel elle est partagée avec la Palestine.

Qui plus est, depuis 2016, l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), sioniste, promeut dans le monde entier une définition trompeuse qui considère l'*antisémitisme* comme *antisémisme*.

tisme. Elle cherche ainsi à faire taire toute critique de l'État d'Israël, comme le démontre par exemple en Argentine l'action en justice de la DAIA contre notre collègue Alejandro Bodart pour ses tweets répudiant l'assassinat il y a plusieurs mois de la journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh.

Toute cette offensive de l'ultra-droite sioniste est dirigée contre les Arabes et les Palestiniens, mais aussi contre les opposants juifs au sionisme, qu'ils soient laïcs ou religieux. Par exemple, il y a quelques semaines, des rabbins du groupe orthodoxe Neturei Karta, qui s'oppose à l'État d'Israël, ont été arrêtés par la police israélienne après avoir rencontré des dirigeants palestiniens à Jénine. La police israélienne a également réprimé des pacifistes juifs qui se rendaient solidaires de Huwara, une ville palestinienne attaquée par des colons sionistes, et a provoqué des dizaines d'arrestations et des blessés lors d'une violente répression de la marche de l'opposition le 1^{er} mars à Tel Aviv.

Pour toutes ces raisons, la « solution » de deux États contigus, l'un israélien et l'autre palestinien, coexistant en paix, est une fallacie totale : la nature de l'oppressé est toujours d'assujettir l'opprimé.

4. L'État d'Israël est né en 1948 dans le sang et le feu, avec le soutien de tout l'impérialisme mondial et du stalinisme, en expulsant plus de 700 000 Palestiniens autochtones, en assassinant quelque 15 000 d'entre eux, en détruisant près de 500 villages, en volant leurs terres ancestrales et en commettant un génocide qui se poursuit à ce jour, dans le meilleur style nazi.

Depuis lors, il a usurpé de plus en plus de leur territoire, les confinant à Gaza et en Cisjordanie, des zones de pauvreté abjecte dont les frontières, les routes, l'eau, l'électricité, les approvisionnements et l'espace aérien sont sous contrôle militaire israélien. Israël a violé les accords d'Oslo et plus de 30 résolutions des Nations unies, dont la Commission des droits humains reconnaît explicitement que l'État d'Israël pratique l'*apartheid*, c'est-à-dire le *nettoyage ethnique*. Les deux principales organisations internationales de défense des droits de l'homme, Amnesty International et Human Rights Watch, le dénoncent aussi.

Sur les quelque 200 pays du monde¹, Israël se classe au 148^e rang pour sa superficie, au 97^e rang pour sa population et au 30^e rang pour son économie, mais au 18^e rang pour sa puissance militaire et au

6^e rang pour ses armes nucléaires. Avec 180 000 soldats actifs et 560 000 réservistes qui peuvent être appelés dans les 48 heures, ses forces armées couvrent plus de 10% des 7 millions de Juifs.

Enclave pro-impérialiste hyper-militarisée, théocratique et raciste, Israël est aussi le seul État de la planète où la torture est légalisée, sous l'euphémisme de « pression physique modérée ». Il utilise également la soi-disant *détention administrative*, renouvelable, pour détenir près de 700 Palestiniens pendant trois à six mois sans procès judiciaire. Au total, Israël détient actuellement plus de 4 500 prisonniers politiques palestiniens, généralement jugés par des tribunaux militaires, y compris les mineurs. Avec une telle monstruosité totalitaire, aucune coexistence ou paix réelle n'est possible.



5. Les mesures et les plans du gouvernement d'ultra-droite agissent comme un révélateur dans tout le Moyen-Orient, ce qui a des répercussions mondiales. L'administration Biden elle-même, l'Union européenne, les pays d'Amérique latine et la Ligue arabe ont dû publier des déclarations critiques, avertissant qu'une troisième intifada palestinienne pourrait commencer. Comme signes avant-coureurs, il y a déjà eu quelques actions isolées en réponse aux attaques sionistes. En particulier, une éventuelle troisième intifada est une source d'inquiétude pour les pays arabes, dont les monarchies et les démocraties bourgeoises en général, à l'exception de l'Algérie et du Liban, reconnaissent Israël et entretiennent des relations diplomatiques ou commerciales.

Depuis que la direction de l'OLP-Fatah

a trahi la cause historique palestinienne et reconnu l'État d'Israël en 1993, son érosion populaire s'est poursuivie sans relâche. Elle gouverne toujours en Cisjordanie, où elle collabore avec la police israélienne, mais depuis des années, elle refuse de convoquer des élections par crainte d'une défaite face au Hamas islamiste, comme cela s'est produit en 2006 à Gaza, ou face au Front populaire de libération de la Palestine, laïque, tous deux plus radicaux. Des nouveaux groupes combattifs ont émergé, comme la Fosse aux Lions, le Bataillon Balata ou la Grotte Noire. Les jeunes Palestiniens d'aujourd'hui n'ont pas de direction politique hégémonique, ils ne croient absolument pas aux « deux



États » et leur aspiration légitime est de se libérer de l'occupation israélienne.

Quant à la population israélienne, elle a connu six semaines consécutives de manifestations de masse en opposition au nouveau gouvernement et à ses projets. Les cinq premières ont eu lieu à Tel Aviv, avec jusqu'à 110 000 personnes dans une ville de moins d'un demi-million d'habitants. Il y avait des drapeaux palestiniens et israélo-palestiniens pacifistes, des banderoles LGBT et des banderoles comparant le ministre de la Justice Levin aux nazis. La sixième marche a eu lieu le 11 février à Jérusalem, avec plus de 70 000 personnes. Puis, le 13 février, une grève générale a eu lieu avant le début du débat parlementaire sur la réforme judiciaire. L'ancienne ministre Tzipi Livni, sioniste et ancienne alliée de Netanyahu, l'a décrite ainsi : « Cette folie a un nom : le fascisme »². De son côté, le fils de Netanyahu a accusé les manifestants juifs de Tel-Aviv de « terroristes qui doivent être emprisonnés, jumeaux de leurs frères bar-

bares palestiniens ». Les tensions sociales et politiques menacent de s'aggraver dans une région où l'instabilité est permanente et où un soulèvement populaire se développe en Iran.

6. La seule issue stratégique pour parvenir à une paix véritable et définitive dans cette région troublée est de dissoudre l'État d'Israël, génocidaire et raciste, et d'établir à sa place une Palestine laïque et démocratique sur l'ensemble de son territoire historique, du Jourdain à la Méditerranée, avec pour capitale Jérusalem, où pourront retourner les plus de cinq millions de réfugiés palestiniens³, notamment de Jordanie, de Syrie et du Liban, et vivre en paix avec la population juive et celle d'autres religions. Cela ne sera possible que si la révolution socialiste avance dans toute la région. Nous concevons cette future Palestine comme une partie intégrante d'une fédération de républiques socialistes du Moyen-Orient.

La voie pour conquérir cette issue réside dans la lutte conjointe de l'héroïque résistance palestinienne et des peuples arabes de la région, au-delà de leurs gouvernements complices d'Israël, ainsi que dans le soutien des Juifs démocratiques antisionistes qui font partie de ceux qui se mobilisent aujourd'hui en Israël contre le gouvernement Netanyahu et l'ultra-droite, et dans ce processus construire un fort parti révolutionnaire.

Dans cette perspective, y sur la base de la politique ici développée, depuis la LIS et ses sections nationales nous promouvons une campagne permanente de solidarité avec la cause palestinienne et nous soutenons les campagnes démocratiques internationales telles que BDS à Israël (boycott, désinvestissement, sanctions) ; pour la liberté de Georges Abdallah, Ahmad Sa'adat et d'autres prisonniers politiques palestiniens, contre le plaignant sioniste contre Alejandro Bodart et d'autres initiatives similaires.

1. <https://datosmacro.expansion.com/paises/israel>

2. <https://www.ft.com/content/09bf-bb8d-22f5-4c70-9d85-2df7ed5c516e>

3. <https://www.unrwa.org/> Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)

Partage cette note
depuis le Web



Résolution sur le NICARAGUA

Vu et considérant

- Qu'au Nicaragua un régime de dictature est maintenu contre l'ensemble du peuple travailleur, paysan et la jeunesse, avec la suppression des droits démocratiques les plus élémentaires ;
- Qu'Ortega-Murillo il y a quelques semaines ont libéré plus de 200 prisonnier.e.s politiques, parmi lesquels d'anciens dirigeants sandinistes de la révolution de 1979, ainsi que des représentants des secteurs de l'opposition bourgeoise liée à la Maison Blanche ;
- Qu'évidemment cette décision politique convenue avec l'impérialisme yankee a été prise de manière mûrement réfléchie pour le faire à un moment sans protestations, séparé par des mois de l'action menée par la LIS, comme la Commission internationale et la Caravane pour la Liberté qui allait jusqu'à la frontière, logiquement pour éviter de renforcer un pôle de résistance en exil, lié à la gauche internationaliste et délimité du Département d'État ;
- Que bien que cette nouvelle ait été reçue avec joie par les organisations d'exil avec lesquelles nous entretenons une relation depuis la LIS, le fait, avec tous les aspects positifs qu'il a, car il implique de préserver la vie de dizaines de militant.e.s, tente également de renforcer le rôle de l'impérialisme dans la région, apparaissant comme un démocrate dans la gestion de la libération, valorisant des référents de l'opposition bourgeoise ;
- Qu'Ortega-Murillo ont également pris des mesures de représailles contre les prisonniers politiques libéré.e.s et les personnalités exilées, telles que la suppression de leur nationalité, la confiscation de leurs biens et même de leurs cotisations de sécurité sociale, comme une manière de faire une démonstration de force et de couvrir la faiblesse exprimée par le fait de devoir « libérer » des prisonniers politiques ;
- Que malgré tout, il reste encore une trentaine d'otages et que la campagne pour leur libération inconditionnelle doit donc continuer, ainsi que la lutte idéologique pour une position anti-dictatoriale de gauche, indépendante de l'ingérence impérialiste et fortement critique et délimité du campisme qui défend ou dissimule le régime criminel du Nicaragua à travers l'inaction et le silence ;
- Que la campagne que nous avons menée à la tête de la Commission internationale depuis la LIS, avec les camarades du PRT, de notre groupe nicaraguayen ainsi que des principales organisations d'exilés au Costa Rica, a été couronnée de succès et est devenue un événement d'impact régional en Amérique centrale, nous ou-



vrant des opportunités de relations et de construction ;

- Que dans quelques semaines, cinq ans se seront écoulés depuis la Rébellion d'avril 2018 ;

Ce Congrès décide:

Ratifier notre stratégie pour le Nicaragua qui lie les tâches démocratiques contre la dictature, mais qui ne s'arrête pas là : le but est d'éliminer toute la bourgeoisie sandiniste et d'opposition, et à travers un gouvernement ouvrier et de la paysannerie pauvre basé sur sa propres démocratie d'auto-organisation, réorganiser toute l'économie au service de ces classes sociales, sans rester dans le cadre des frontières nationales, mais en pariant sur une perspective internationaliste immédiate de développement de la révolution socialiste régionale dans toute l'Amérique centrale.

Promouvoir des actions vers le 5e anniversaire d'Avril 2018, exigeant la libération de tous les prisonniers politiques détenu.e.s par Ortega-Murillo ; répudiant les représailles de la dictature sur les libéré.e.s et en exil, et ratifiant l'appel à construire un Mouvement international unifié en action pour la chute du régime, bien qu'avec deux prémisses politiques claires : avec délimitation de la Maison Blanche et du campisme complice.

Mettre à jour la présentation du Rapport final que nous avons préparé à la LIS sur le travail de la Commission internationale, en tenant compte de la nouvelle situation, en le téléchargeant sur le site Web de la LIS et en préparant une édition imprimée.

Avancer dans la planification des tâches de construction organique vers le Nicaragua, du Costa Rica en équipe avec les camarades du PRT, à partir du notre jeune groupe militant Alternative Anticapitaliste. Le tout dans le cadre d'une stratégie régionale de construction de la LIS en Amérique Centrale et dans les pays limitrophes.

Partage cette note
depuis le Web



Résolution sur le VENEZUELA

1) Organiser un forum de débat pour échanger sur les régimes vénézuélien, cubain et nicaraguayen, qui permette d'analyser en profondeur et de nous armer politiquement et intégralement pour intervenir dans ces pays et pour contester le campisme partout. Il faut mettre au centre du débat les sujets suivants:

- Condamner et exiger la levée du blocus et des sanctions économiques contre le Venezuela imposées unilatéralement par le gouvernement américain et ses alliés impérialistes et pro-impérialistes, car elles vont fondamentalement contre le peuple vénézuélien et bafouent la souveraineté du pays.
- Rejet de la politique gouvernementale de criminalisation des luttes de la classe ouvrière et d'arrestation et de privation de liberté des militants ouvriers et populaires.
- Nous nous opposons à l'usurpation de la légalité des différentes organisations politiques de gauche.
- Nous dénonçons les atteintes à la liberté d'information et d'expression et nous exprimons particulièrement notre solidarité au site de communication populaire et alternative *aporrea.org*, objet de blocage et d'attaques.
- Nous dénonçons les progrès de l'alliance politico-religieuse au détriment des droits des femmes travailleuses et des femmes en général, ainsi que des diversités d'orientation sexuelle.

Lisez le document
sur l'Amérique latine
approuvé au Congrès
mondial de la LIS



Notre Congrès a reflété une avancée importante du LIS à travers l'incorporation de nouvelles sections nationales et l'approfondissement des relations avec d'importants groupes et partis révolutionnaires dans divers pays. Ici, nous socialisons deux expériences, au Brésil et en Colombie, où l'unification entre différents courants nous a permis de faire un saut très important.

Brésil, L'unification au service de la CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

PAR RÉVOLUTION SOCIALISTE, LIS BRÉSIL

La LIS a franchi une étape très importante au Brésil. Les 10, 11 et 12 février de cette année, la conférence d'unification d'Alternative socialiste et Lutte socialiste s'est tenue à Sao Paulo, d'où est née « Révolution socialiste ». Il est courant d'entendre ou de connaître des organisations en crise ou divisées. Dans notre cas, l'unification montre une voie différente.

UNIFIER, POUR QUOI?

Nous, révolutionnaires, avons un objectif stratégique qui guide notre activité militante et notre action : construire un parti de la classe ouvrière, fort et avec de l'influence sociale, forgé selon la méthode du centralisme démocratique, qui est censé diriger la mobilisation des masses travailleuses pour faire la révolution, détruire l'État capitaliste et construire le socialisme, dans le pays et dans le monde.

Comme dans le monde, les organisations au Brésil ont oscillé entre deux pôles, le sectaire et l'opportuniste. En conséquence, une grande variété de courants émerge, certains plus importants que d'autres, mais le résultat est que la dispersion prévaut, peu d'influence sur les masses et, par conséquent, un éloignement de l'objectif stratégique de la construction d'un parti révolutionnaire fort. Notre unification, avec l'émergence de Révolution socialiste, est une première tentative pour commencer à résoudre

les problèmes qui existent, comme un outil avec des débats fraternels, de l'élaboration de politiques et des bilans qui nous permettront de grandir et d'aller de l'avant.

LE GOUVERNEMENT DU FRONT LARGE LULA-ALCKMIN OUVRE DE L'ESPACE POUR S'ORGANISER À GAUCHE

Nous estimons que ce nouveau gouvernement, d'unité nationale et front-populiste, dispose d'une faible marge de manœuvre pour développer des politiques globales visant à résoudre les problèmes qui affectent les travailleurs et les pauvres. En effet, il s'agit essentiellement d'un gouvernement qui répond aux intérêts du patronat, de l'agro-industrie, des banques. Un gouvernement qui a uni la gauche de l'ordre, la droite traditionnelle et même de nombreux bolsonaristes, pour sauver l'institutionnalité bourgeoise et son régime menacés par la crise. Mais ce régime, cette farce démocratique, n'a depuis longtemps pas réussi à résoudre les difficultés du peuple et, au contraire, utilise ces institutions contre lui.



Nous défendons les acquis démocratiques et nous sommes conscients du danger d'un deuxième gouvernement d'extrême droite, c'est pourquoi nous appelons à voter Lula au second tour en 2022. Mais nous ne sommes pas confus, nous n'avons pas d'attentes et nous disons fermement que ce n'est pas notre gouvernement. Notre tâche reste donc la construction d'une alternative politique de la classe ouvrière, avec un programme socialiste qui lutte pour un gouvernement de ceux qui n'ont jamais gouverné, un gouvernement des exploité.e.s et des opprimé.e.s.

OÙ VA LE PSOL ?

Dans ce contexte, le PSOL, parti dont nous faisons partie en tant que tendance interne, est conduit sur la voie de l'adaptation au régime et de l'éloignement des luttes de la classe ouvrière. C'est la politique de sa direction majoritaire et elle est accompagnée et validée par des courants de classe qui se réfèrent à l'Internationale mandeliste. Du fait de la politique sectaire de certains courants de la gauche révolutionnaire, couplée au centrisme d'autres, la marge de manœuvre pour mettre en échec la politique liquidationniste de la direction majoritaire est limitée.

Dans les mois à venir, Révolution socialiste aura le grand défi de suivre le développement de ce processus, d'évaluer les changements qui se produisent au sein du PSOL. Nous ajusterons notre politique et notre orientation pour mieux nous positionner dans la stratégie fondamentale de construire le parti révolutionnaire. Une tâche que nous accomplirons ensemble avec notre Internationale, la LIS, qui exprime une dynamique positive d'internationalisme militant et révolutionnaire dans les cinq continents, en croissance et en renforcement. Nous, la section brésilienne de la LIS, ferons de notre mieux pour contribuer à cette construction.

En Colombie, Impulsion socialiste et le Groupe des travailleurs socialistes **VONT VERS L'UNIFICATION**

JEUNESSE ET TRADITION

Depuis un an et demi, Impulsion socialiste - IS (section de la Ligue internationale socialiste - LIS, en Colombie) et le Groupe des travailleurs socialistes - GTS, agissent ensemble face aux événements politiques nationaux et promeuvent les tâches et les campagnes internationales de la LIS. Le GTS a participé en tant qu'invité au premier congrès mondial de la LIS en décembre 2021 et avec une délégation pleine au deuxième congrès en mars 2022. Ils tiendront bientôt leur congrès d'unification.

Cette convergence des révolutionnaires compte sur l'énergie juvénile d'Impulsion socialiste dont les militant.e.s se sont rassemblé.e.s lors de la vigoureuse grève universitaire de 2018 contre le dégraissage de l'enseignement supérieur public. Ils se sont rapidement liés à la LIS et ont participé à son congrès fondateur en 2019.

Le Groupe des travailleurs socialistes apporte une composante importante de tradition. Certains de ses membres ont fait partie du courant international dirigé par le révolutionnaire argentin Nahuel Moreno, exilé durant les années 1970 en Colombie. Le GTS revendique cet héritage théorique, programmatique, politique et méthodologique accumulé pendant près d'un demi-siècle de lutte pour la construction d'un parti léniniste national et international.

La nouvelle organisation unifiée ne s'autoprésente pas comme « le parti de la révolution socialiste colombienne ». En Colombie, il y a des centaines, des milliers de travailleurs, de femmes, de jeunes qui sont prêt.e.s à lutter pour une transformation révolutionnaire de la société capitaliste et avec qui construire une alternative révolutionnaire qui rassemble des expériences et des traditions diverses.

L'action commune d'IS et du GTS, l'élaboration conjointe du programme et des statuts, ainsi que l'analyse collective de la situation nationale, leur a permis de se positionner face aux principaux événements de la lutte des classes et d'y intervenir, constitue la base de confiance sur laquelle se fondera l'unification. Elle constituera un nouveau pas en avant pour le renforcement de la Ligue internationale socialiste.



FRANCE

- **À bas la réforme anti-retraites de Macron et le patronat !**
 - **Grève et manifestation: rien à négocier, aller jusqu'au retrait !**
- Rejoint l'aile révolutionnaire du NPA !***



Accédez à tous les documents et résolutions votés lors du 2e Congrès mondial de la LIS